

ACTIVITÉ DYNAMIQUE ET RÉSULTATS ÉLEVÉS EN 2025

	CREDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CREDIT AGRICOLE	
En m€	2025	Var. 2025/2024	2025	Var.2025/2024
Revenus	28 079	+3,3%	39 558	+3,9%
Charges	-15 628	+4,9%	-23 568	+3,7%
Résultat Brut d'Exploitation	12 451	+1,3%	15 990	+4,3%
Coût du risque	-1 973	+6,6%	-3 452	+8,2%
RNPG	7 074	-0,2%	8 754	+1,3%
COEX	55,7%	+0,9 pp	59,6%	-0,1 pp

RÉSULTATS ANNUELS ÉLEVÉS

- **Résultats annuels et rentabilité élevés** (> 7Mds€ pour Crédit Agricole S.A., retour sur fonds propres tangibles de 13,5%), portés par des **revenus annuels record qui permettent d'absorber la surtaxe IS** (Groupe Crédit Agricole : 280 m€, Crédit Agricole S.A. : 147 m€)
- **Résultats trimestriels impactés par l'effet de première consolidation de Banco BPM et revenus trimestriels de haut niveau** portés par une bonne performance de tous les métiers et marqué par le rebond de la banque de proximité en France
- **Coût du risque stable** (Groupe Crédit Agricole : 28 points de base sur encours, Crédit Agricole S.A. : 35 points de base sur encours)

DIVIDENDE 2025 PROPOSÉ EN HAUSSE À 1,13 € PAR ACTION (+3% VS. 2024)

FORTE DYNAMIQUE DE CROISSANCE DANS TOUS LES MÉTIERS EN 2025

- **Production de crédit soutenue** : en France, rebond sur l'habitat (+21%) et de la bonne dynamique auprès des entreprises ; activité soutenue à l'international ; production de haut niveau et équilibrée entre le *personal finance* et la mobilité
- **Chiffre d'affaires et collecte nette annuels record en assurance**, tiré par toutes les activités, et **collecte nette de haut niveau en gestion d'actifs**
- **Revenus en Banque de Financement et d'Investissement** record ce trimestre et sur l'année

DES PERFORMANCES QUI CONFIRMENT LA TRAJECTOIRE DU PLAN ACT 2028

2026 : EN DÉPART LANCÉ

- Initiatives en faveur du développement en France (digitalisation, nouvelles offres et services) et à l'international (Allemagne : plateforme digitale d'épargne, banque au quotidien, ETI ; Asie)
- Lancement de chantiers d'innovation et de performance (finance tokenisée, IA, Data Market Place, simplification)

RATIOS DE SOLVABILITÉ ÉLEVÉS

- CET1 Groupe Crédit Agricole phasé 17,4% et Crédit Agricole S.A. phasé 11,8%

PROGRAMME DE REFINANCEMENT ANNUEL 2026 EXÉCUTÉ À HAUTEUR DE 32% EN JANVIER

SOUTIEN CONTINU A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Poursuite du déploiement des financements et investissements en faveur de la transition énergétique et de l'accompagnement de la transition des ménages et des entreprises
- Amélioration de la notation CDP de A- à A, signe de nos avancées en faveur du climat

Eric Vial,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Le Groupe a poursuivi son développement en 2025 avec une forte dynamique de croissance dans tous les métiers. Je souhaite la bienvenue aux 2,1 millions de clients qui nous ont rejoints cette année, et je remercie nos élus, nos sociétaires et l'ensemble nos collaborateurs qui, chaque jour, sont mobilisés avec engagement et professionnalisme, avec une pensée particulière pour nos collègues en Ukraine qui œuvrent avec courage et détermination depuis le début de la guerre. »

Olivier Gavalda,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Les résultats élevés que nous publions en 2025 confortent les ambitions de notre PMT ACT 2028. En départ lancé, l'année 2026 marquera la concrétisation de plusieurs initiatives stratégiques comme le déploiement de la banque universelle en Allemagne ou encore l'accélération de notre développement en Asie. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 63,5% de Crédit Agricole S.A.

Toutes les données financières sont désormais systématiquement présentées en publié, pour les résultats du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des métiers, tant pour le compte de résultat que pour les ratios de rentabilité.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale reste soutenue ce trimestre dans les métiers du Groupe, avec une **conquête** de bon niveau. Sur le quatrième trimestre 2025, le Groupe enregistre 517 000 nouveaux clients en banque de proximité. Le Groupe a conquis 401 000 nouveaux clients en banque de proximité en France et 116 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne). Au 31 décembre 2025, en banque de détail, l'**encours de collecte bilan** s'élève à 847 milliards d'euros, en hausse de +1,2% sur un an en France et en Italie (+1,3% pour les Caisses régionales et LCL, et +0,7% en Italie). Les **encours de crédits** s'élèvent à 895 milliards d'euros, +1,7% sur un an en France et en Italie (+1,7% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,0% en Italie). La **production de crédits** habitat poursuit son rebond en France par rapport au point bas observé au début de l'année 2024, avec une hausse de +9% par rapport au quatrième trimestre 2024. Pour CA Italia, la production de crédit est stable par rapport au quatrième trimestre 2024. Le taux d'équipement assurance dommage¹ est en hausse à 44,7% pour les Caisses régionales (+0,8 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024), 28,5% pour LCL (+0,6 point de pourcentage) et 20,3% chez CA Italia (+0,3 point de pourcentage).

En **gestion d'actifs**, la collecte nette du trimestre est de très haut niveau à +21 milliards d'euros, tirée par la gestion passive, avec une collecte nette en gestion active portée par les stratégies obligataires et diversifiées. Pour les **activités d'assurance**, la collecte brute de l'épargne/retraite est de haut niveau à 9,9 milliards d'euros sur le trimestre (+19% par rapport au quatrième trimestre), avec un taux d'unité de compte sur la production qui demeure élevé à 37,6%. La collecte nette est élevée à +3,9 milliards d'euros, positive sur les supports euro et unités de compte. La bonne dynamique en assurance dommage est tirée par l'évolution des prix et la croissance du portefeuille (17,9 millions de contrats à fin décembre 2025, +7% sur un an). Les encours sous gestion **des métiers de la gestion d'actifs et de l'épargne** s'établissent à 3 051 milliards d'euros, en progression de +6,4% sur un an pour les trois segments d'activité : en gestion d'actifs à 2 380 milliards d'euros (+6,2% sur un an), en assurance-vie à 373 milliards d'euros (+7,4% sur un an) et en gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et Banque Privée de LCL) à 298 milliards d'euros (+6,8% sur un an).

Le **pôle SFS** affiche un niveau d'activité dynamique. Chez CAPFM, les encours de crédit à la consommation sont en hausse à 122,5 milliards d'euros, soit +2,6% par rapport à fin décembre 2024, les activités automobiles représentant 53%² des encours totaux, et la production de crédit est en hausse de +3,1% par rapport au quatrième trimestre 2024, équilibrée entre le *personal finance* et la mobilité. Pour les activités de CAL&F, l'encours crédit-bail est en progression de +7,1% par rapport à décembre 2024 à 21,7 milliards d'euros, avec une production en hausse de +11,7%³ par rapport au quatrième trimestre 2024. L'activité d'affacturage est toutefois en repli avec une production de -28% sur un an, comparé à un quatrième trimestre 2024 élevé.

La dynamique est forte en **Grande Clientèle**, avec un nouveau record de revenus atteint pour un quatrième trimestre et pour l'année. La **banque de marché et d'investissement** affiche un niveau élevé de revenus (+7,3% par rapport au quatrième trimestre 2024) grâce à la bonne performance de la banque de marché qui bénéficie des bons résultats des activités taux et repos, et de la banque d'investissement portée par les structurés actions. La banque de financement (-1,4% par rapport au quatrième trimestre 2024) est tirée par la banque commerciale avec une activité dynamique notamment sur le secteur Télécom, tandis que l'activité de Financement structurés est en retrait, avec un effet de base défavorable sur l'aéronautique. Enfin, l'activité des **services financiers aux institutionnels** affiche un haut niveau d'encours conservés à 5 896 milliards d'euros et d'encours administrés à 3 705 milliards d'euros (soit +11,4% et +9,1% par rapport à fin décembre 2024), et bénéficie de la conquête de nouveaux clients et d'effets marchés favorables sur le trimestre.

¹ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

² CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

³ Hors impact de Merca Leasing

Opérations stratégiques en 2025

En 2025, le Groupe a poursuivi sa dynamique de partenariats et de prise de participation **marquée notamment par des partenariats structurants et des acquisitions ciblées en Europe, en Asie et aux États-Unis**. L'année a notamment vu le lancement d'un partenariat avec Victory Capital aux États-Unis, le renforcement de la participation dans Banco BPM en Italie, ainsi qu'un partenariat de long terme avec Crelan en Belgique. Le Groupe a également procédé au rachat des intérêts minoritaires de CACEIS et conclu un partenariat majeur avec ICG sur les actifs privés. En Chine, il a pris une participation de 50 % dans GAC Leasing. Parallèlement, plusieurs acquisitions stratégiques ont été menées, dont Merca Leasing en Allemagne, Petits-fils en France, Banque Thaler en Suisse, ainsi que la prise de participation majoritaire dans Comwatt pour accélérer les transitions énergétiques. Enfin, deux projets d'acquisition ont été engagés : une opération conjointe menée par LCL et CA Assurances autour de Milleis Banque, et l'acquisition du portefeuille BNPP à Monaco par Indosuez Wealth Management. Ces opérations clés renforcent la position du Groupe comme acteur européen de référence et accélèrent son développement sur des marchés à fort potentiel.

Déploiement stratégique en 2026

Les perspectives 2026 s'appuient sur un ensemble d'éléments favorables : la poursuite et l'accélération de la dynamique commerciale, amplifiées par le déploiement des nouvelles initiatives stratégiques ; l'intégration progressive des acquisitions récentes – ISB, Degroof Petercam, Thaler, Victory Capital, le portefeuille BNPP Monaco, Alpha Associates ou encore Merca Leasing – qui devrait permettre la réalisation de synergies et renforce le positionnement du Groupe dans ses marchés clés. Les métiers de la banque de détail et du personal finance en France devraient bénéficier de la poursuite du rebond des marges, tandis que les activités de mobilité devraient enregistrer un redressement de la rentabilité de Leasys, un retour de la croissance en Chine et une progression des assurances et services associés. La Banque de financement et d'investissement devrait confirmer une amélioration de son positionnement au service de ses clients. Enfin, Banco BPM apportera désormais une contribution récurrente et élevée au résultat, de l'ordre de 100 millions d'euros par trimestre. Cette dynamique solide pourrait néanmoins s'inscrire dans un environnement marqué par des incertitudes macroéconomiques en France, un impact fiscal plus élevé et le plafonnement de la marge d'intérêt dans plusieurs entités (CA Italia, CACEIS, Indosuez Wealth Management).

2026 : en départ lancé

Crédit Agricole lance de nouvelles initiatives dans le cadre de son développement stratégique.

En France, Crédit Agricole poursuit le développement de sa banque de proximité autour de la digitalisation des parcours et du développement d'offres adaptées aux usages des segments de clientèle stratégiques.

Dès le quatrième trimestre 2025, les Caisses Régionales lancent la mise en œuvre de l'accord de principe 100% digitalisé sur le parcours Habitat. À partir de 2026, plusieurs initiatives viendront compléter cette dynamique, avec notamment le lancement, par les Caisses Régionales, d'une solution disruptive à destination des jeunes, le déploiement par LCL d'une offre d'access banking 100 % digitale pour les particuliers et les professionnels via (*L by LCL Pro*). Par ailleurs, la création d'Indosuez Corporate Advisory permettra d'accompagner les dirigeants actionnaires de PME et d'ETI.

Ces initiatives soutiennent une ambition renforcée à horizon 2028 en matière de conquête commerciale, avec notamment **8 millions de clients en conquête brute**, le positionnement de Crédit Agricole comme **première banque des jeunes**, et **un million de clients professionnels et PME supplémentaires** en conquête brute.

À l'international, le Groupe poursuit également son développement. **En Allemagne**, Crédit Agricole lancera en 2026 une plateforme digitale d'épargne, proposant dès son démarrage des produits de collecte de bilan, complétée en 2027 par une offre de collecte hors bilan. Le Groupe prévoit également le lancement d'une offre de banque au quotidien reposant sur les produits bancaires essentiels. Enfin une initiative conjointe LCL / CACIB

destinée à renforcer l'accompagnement des ETI européennes sera développée dans le courant de l'année. En **Asie**, CACEIS ouvrira une succursale à Singapour en 2026.

Ces initiatives visent, à horizon 2028, une ambition de **2 millions de clients en Allemagne**, plus de **40 milliards d'euros d'encours collectés en Europe** via la plateforme digitale, et la **conquête de 200 ETI européennes clientes du Groupe hors de France**.

En parallèle, Crédit Agricole prévoit le lancement de plusieurs chantiers d'innovation et de performance. Amundi, en collaboration avec CACEIS, a lancé son premier fonds tokenisé. À partir de 2026, le Groupe prévoit de déployer un assistant d'intelligence artificielle à destination des collaborateurs, une data marketplace Groupe, ainsi que les premières mesures de simplification de la fonction Finance, incluant la simplification de reportings et la mise en place de centres d'expertise, notamment en matière de titrisation.

Ces transformations doivent permettre une **accélération du time-to-market**, avec un objectif de le diviser par deux, et une amélioration de l'efficacité opérationnelle du Groupe, avec un **coefficient d'exploitation inférieur à 55 % à horizon 2028**.

Soutien continu à la transition énergétique

Le Groupe continue de déployer massivement les financements et investissements en faveur de la transition énergétique. Ainsi, l'exposition du Groupe Crédit Agricole aux financements des énergies bas-carbone⁴ a été multipliée par 2,6 entre fin 2020 et septembre 2025 avec 28,6 milliards d'euros au 30 septembre 2025. Par ailleurs, Crédit Agricole Assurances a dépassé son objectif de 14 GW de financement de capacités de production d'énergie renouvelable, avec 16,2 GW au 30 septembre 2025.

En parallèle, le Crédit Agricole accompagne la transition de tous les clients en tant que banque universelle. Ainsi, les encours liés à la transition environnementale⁵ s'élèvent au 30 septembre 2025 à 116,5 milliards d'euros, dont 84,9 milliards d'euros pour l'immobilier économe en énergie et 7,2 milliards d'euros pour les transports et mobilités « propres ».

En complément, le Groupe poursuit sa trajectoire de sortie du financement des énergies carbonées et publie les progrès à fin 2025 sur trois secteurs, en ligne voire en avance sur leurs cibles à 2030. Ainsi, par rapport à 2020, année de référence, les émissions financées dans le secteur pétrole-gaz baissent de -81% à fin 2025, pour un objectif de -75% à fin 2030. L'intensité des émissions financées dans le secteur électricité⁶ est en baisse de -44% à fin 2025, pour un objectif de -58% à fin 2030. Enfin, l'intensité des émissions financées dans le secteur automobile baisse de -24% à fin 2025, pour un objectif de -50% à fin 2030.

Pour la première fois, Crédit Agricole S.A. se voit attribuer la note A (catégorie « Leadership ») par CDP pour sa stratégie climat, soit deux niveaux au-dessus de la moyenne du secteur. Cette progression témoigne de la maturité de la gouvernance climat du Crédit Agricole, de la pertinence de ses publications sur ces enjeux et de ses progrès en matière de décarbonation.

⁴ Expositions liées aux énergies bas carbone constituées des énergies renouvelables produites par les clients de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, incluant également les expositions liées à l'énergie nucléaire pour CACIB.

⁵ Encours de financements du Groupe Crédit Agricole, en propre ou via la BEI, dédiés à la transition environnementale selon le cadre interne des actifs durables du Groupe.

⁶ Périmètre secteur Electricité : CACIB et Unifergie (Crédit Agricole Transitions & Energies)

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2025, le **résultat net part du Groupe** du Groupe Crédit Agricole ressort à **1 634 millions d'euros**, en baisse de -23,9% par rapport au quatrième trimestre 2024, impacté par la première consolidation de Banco BPM pour -607 millions d'euros enregistrée sur la ligne des mises en équivalence.

Au quatrième trimestre 2025, le **produit net bancaire s'élève** à 9 971 millions d'euros, +1,6% par rapport au quatrième trimestre 2024. Les **charges d'exploitation** sont stables (+0,9%) et s'établissent à -5 917 millions d'euros. Au global, le Groupe Crédit Agricole voit son **coefficient d'exploitation** s'établir à 59,3% au quatrième trimestre 2025, en légère amélioration de -0,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 4 054 millions d'euros, en hausse de +2,5% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Le **coût du risque de crédit** s'élève à -1 009 millions d'euros, en augmentation de +16,3% par rapport au quatrième trimestre 2024. Il se décompose en une dotation nette de -34 millions d'euros liée à des provisions de prudence sur les encours sains (niveau 1 et 2), et une dotation nette de -876 millions d'euros correspondant au coût du risque avéré (niveau 3). A noter, également, une dotation nette de -99 millions d'euros sur les risques autres intégrant notamment une provision en lien avec le plan de sauvegarde de Banca Progetto pour -30 millions d'euros chez CA Italia et un complément de provision juridique sur le crédit auto UK pour -41 millions d'euros chez CAPFM. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont été mis à jour par rapport au troisième trimestre avec un scénario central (PIB à +0,7% en France en 2025, +1,2% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,6% en France en 2025 et -0,3% en 2026) et un scénario adverse (PIB à 0,6% en France en 2025 et -1,2% en 2026). Le **coût du risque sur encours⁷ atteint 28 points de base sur quatre trimestres glissants** et 33 points de base en vision trimestrielle annualisée⁸.

Le **résultat avant impôt s'établit à 2 424 millions d'euros**, en baisse de -23,0% par rapport au quatrième trimestre 2024. Il intègre la **contribution des sociétés mises en équivalence** pour -603 millions d'euros (tenant compte l'impact de la première consolidation de Banco BPM pour -607 million d'euros). La **charge d'impôt** est de -617 millions d'euros, en baisse de 167 millions d'euros, soit -21,4% sur la période.

Le **résultat net avant minoritaires** s'établit à 1 807 millions d'euros, en baisse de -23,6%. Les **intérêts minoritaires** baissent de -20,4%.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le résultat net part du Groupe s'établit à 8 754 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport à 2024.

Le **produit net bancaire s'élève à 39 558 millions d'euros**, en progression de +3,9% par rapport à 2024. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -23 568 millions d'euros, en hausse de +3,7% sur l'année, sous l'effet de l'accompagnement du développement des métiers, des dépenses IT et de l'intégration d'effets périmètre. Le **coefficient d'exploitation** sur l'année 2025 s'établit à 59,6%, stable (-0,1 point de pourcentage) par rapport à 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 15 990 millions d'euros, en hausse de +4,3% par rapport à l'année 2024.

Le **coût du risque** sur l'ensemble de l'année 2025 est en hausse, à -3 452 millions d'euros, dont -78 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -3 202 millions d'euros de coût du risque avéré et -172 millions d'euros de risques autres, soit une hausse de +8,2% par rapport à l'ensemble de l'année 2024.

Au 31 décembre 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du Groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le stock de provisions s'élève à 22,2 milliards d'euros à fin décembre 2025 (dont 12,6 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 41% de provisions sur encours sains (46%

⁷ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁸ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

pour les Caisses régionales). La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter un taux de couverture global des créances douteuses élevé à 82,2% à fin décembre 2025.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** ressort à -423 millions d'euros, contre +283 à fin 2024, impacté par la première consolidation de Banco BPM de -607 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 437 millions contre -39 millions d'euros en 2024, bénéficiant de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US de +453 millions d'euros, comptabilisée au deuxième trimestre 2025. Le résultat avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +1,3%, à 12 552 millions d'euros. Le **charge d'impôt** est de -3 018 millions d'euros, en hausse de +4,5 %, impacté par la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour +280 millions d'euros.

Le **résultat net avant minoritaires** s'établit à 9 535 millions d'euros, en légère hausse de +0,4 points de pourcentage par rapport à 2024. Les **intérêts minoritaires** s'établissent à -781 millions d'euros, en baisse de -9,2%, impactés notamment par le rachat des intérêts minoritaires de CACEIS (+140 millions d'euros) en 2025.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4 et en 2025

En m€	T4-25	T4-24	Δ T4/T4	12M-25	12M-24	Δ 12M/12M
Produit net bancaire	9 971	9 817	+1,6%	39 558	38 060	+3,9%
Charges d'exploitation	(5 917)	(5 863)	+0,9%	(23 568)	(22 729)	+3,7%
Résultat brut d'exploitation	4 054	3 954	+2,5%	15 990	15 332	+4,3%
Coût du risque de crédit	(1 009)	(867)	+16,3%	(3 452)	(3 191)	+8,2%
Sociétés mises en équivalence	(603)	80	n.m.	(423)	283	n.m.
Gains ou pertes sur autres actifs	(19)	(20)	(7,2%)	437	(39)	n.m.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	4	(97,8%)	0	4	(97,8%)
Résultat avant impôt	2 424	3 150	(23,0%)	12 552	12 388	+1,3%
Impôt	(616)	(784)	(21,4%)	(3 018)	(2 888)	+4,5%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	n.m.	0	-	n.m.
Résultat net	1 807	2 366	(23,6%)	9 535	9 500	+0,4%
Intérêts minoritaires	(173)	(217)	(20,4%)	(781)	(860)	(9,2%)
Résultat net part du Groupe	1 634	2 149	(23,9%)	8 754	8 640	+1,3%
Coefficient d'exploitation (%)	59,3%	59,7%	-0,4 pp	59,6%	59,7%	-0,1 pp

Caisses régionales

La conquête brute s'établit à 286 000 nouveaux clients sur le trimestre et à 1 186 000 sur l'année. Le taux de principalisation de dépôts à vue ainsi que la part des clients utilisant les outils digitaux sont en hausse. Les parts de marché de crédit (total crédits) s'élèvent à 22,8% (à fin septembre 2025, source Banque de France), +0,1 point de pourcentage par rapport à septembre 2024. **La production de crédit poursuit son dynamisme et est en hausse** de +16,5% par rapport au quatrième trimestre 2024, en lien avec la hausse de +17,6% sur le crédit habitat et +16,9% sur les marchés spécialisés. Le taux moyen à la production des crédits habitat atteint 2,98%⁹. Le taux global du stock sur l'ensemble des crédits s'améliore sur un an (+6 points de base). **Les encours de crédits** atteignent 658 milliards d'euros à fin décembre 2025, en hausse de +1,6% sur un an et en progression sur tous les marchés et en légère hausse de +0,6% sur le trimestre.

Les encours de collecte affichent une hausse de +3,6% sur un an pour atteindre 944 milliards d'euros à fin décembre 2025. Cette croissance est portée tant par les encours de collecte bilan, qui atteignent 616 milliards d'euros (+1,7% sur un an) tirés par les DAV (+3%) et les livrets (+3,9%), que par les encours de collecte hors-bilan, qui atteignent 328 milliards d'euros (+7,6% sur un an), bénéficiant d'une collecte dynamique sur l'assurance-vie. **La part de marché de la collecte bilan** est en progression par rapport à l'année dernière et s'élève à 20,4% (Source Banque de France, données à fin septembre 2025, soit +0,1 point de pourcentage par rapport à septembre 2024). Le **taux d'équipement sur l'assurance dommage**¹⁰ s'établit à 44,7% à fin décembre 2025 et poursuit sa progression (+0,8 pp par rapport à décembre 2024). Concernant les **moyens de paiement**, le nombre de cartes est en hausse de +1,7% sur un an, tout comme la part des cartes haut de gamme dans le stock qui augmente de 2,8 points de pourcentage sur un an, et représente désormais 19,2% du total des cartes.

Au quatrième trimestre 2025, le produit net bancaire consolidé des Caisses régionales, y compris dividende SAS Rue La Boétie, atteint 3 730 millions d'euros, en hausse de +14,9% par rapport au quatrième trimestre 2024. La hausse est portée par une progression continue de la marge d'intermédiation (+18,7% par rapport au quatrième trimestre 2024, et +16,3% par rapport au troisième trimestre 2025) en lien avec la baisse du coût de la ressource sur le trimestre. Les commissions en assurance, gestion de comptes et moyens de paiement sont dynamiques et en hausse sur la période (+11% par rapport au quatrième trimestre 2024). **Les charges d'exploitation** sont en hausse maîtrisée (+3,5% par rapport au quatrième trimestre 2024) et le **coefficient d'exploitation** est en amélioration de -7,6 points de pourcentage. Le **coût du risque** est dans la **tendance des trimestres précédents** (+2,4% par rapport au troisième trimestre 2025) et s'élève à -383 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours** (sur quatre trimestres glissants) est stable par rapport au troisième trimestre 2025 à 22 points de base. **Le résultat net consolidé** des Caisses régionales s'élève à 577 millions d'euros, soit +37,8% par rapport au quatrième trimestre 2024. Enfin **la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe** s'élève à 571 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +41,7% en comparaison au quatrième trimestre 2024.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie est en hausse (+6,2%) par rapport à la même période en 2024. Les charges d'exploitation progressent de +2,9% et le **coût du risque** est en hausse de +11,8%. **Le résultat net part du groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 3 753 millions d'euros, en hausse de +8,1% par rapport à l'ensemble de l'année 2024. La **contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole sur l'année 2025** s'élève à 1 545 millions d'euros (+8,5% par rapport à l'année 2024), avec un produit net bancaire à 13 912 millions d'euros (+6,1%), des charges à -10 252 millions d'euros (+3,0%) et un coût du risque à -1 471 millions d'euros (+11,5%).

⁹ Taux de crédits moyen sur les réalisations mensuelles pour la période octobre et novembre 2025

¹⁰ Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Eric Vial le 3 février 2026, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2025.

Au quatrième trimestre 2025, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 025 millions d'euros**, soit une baisse de -39,3% par rapport au quatrième trimestre 2024, impacté par la première consolidation de Banco BPM pour -607 millions d'euros, enregistrée sur la ligne des mises en équivalence.

Le produit net bancaire atteint 6 966 millions d'euros, en baisse de -1,8% par rapport au quatrième trimestre 2024. La progression du produit net bancaire du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+2,9%) s'appuie sur une activité dynamique sur l'ensemble des métiers, un effet périmètre favorable lié à l'intégration des entités Assurance en partenariat avec Banco BPM (+58 millions d'euros) compensé par un effet périmètre défavorable lié à la déconsolidation d'Amundi US (-93 millions d'euros). Les revenus du pôle Grandes clientèles sont en hausse de +2,1%, portés par des revenus records chez CACIB et par une activité dynamique chez CACEIS. Les revenus du pôle des Services financiers spécialisés (-0,8%) sont en hausse hors effet de base défavorable (-30 millions d'euros) sur CAPFM et bénéficient de l'intégration de Merca Leasing (+21,5 millions d'euros). Sur l'activité Personal finance, les effets prix et volumes sont positifs, tandis que l'activité Mobilité reste impactée par l'environnement concurrentiel. Les revenus de la Banque de proximité en France (+6,5%) bénéficient d'un rebond de la marge nette d'intérêts et d'une hausse des commissions. Enfin les revenus de la Banque de proximité à l'international (+3,0%) sont soutenus par la hausse des commissions en Italie. Les revenus du pôle Activités hors métiers enregistrent une baisse de -315 millions d'euros, principalement sous l'effet de la revalorisation des titres Banco BPM (-320 millions d'euros) et de l'augmentation du dividende reçu de Banco BPM (+78 millions d'euros).

Les charges d'exploitation du quatrième trimestre 2025 s'élèvent à -4 100 millions d'euros, en hausse de +4,7% par rapport au quatrième trimestre 2024. La hausse des charges de -182 millions d'euros sur la période intègre des effets périmètre et coûts d'intégration favorable pour +1 millions d'euros, une hausse des charges de restructuration et un impact DGS pour -88 millions d'euros. Hors ces éléments non récurrents, les charges augmentent de +2,5% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Le **résultat brut d'exploitation** du quatrième trimestre 2025 s'établit à 2 867 millions d'euros, en baisse de -9,7% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Au 31 décembre 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le taux de créances douteuses est stable par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,4%. Le taux de couverture¹¹, élevé, à 71,5%, est en baisse de -1,2 points de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., soit une hausse de +0,1 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2025. Sur ce stock de provisions, 34,3% sont liées au provisionnement des encours sains.

Le **coût du risque** est en dotation nette de -629 millions d'euros, en hausse de +5,9% par rapport au quatrième trimestre 2024. Il se décompose en une dotation nette sur encours douteux (niveau 3) de -508 millions d'euros (contre une dotation nette de -297 millions d'euros au quatrième trimestre 2024) et une dotation nette sur encours sains (niveaux 1 et 2) de -4 millions d'euros (contre une dotation nette de -278 millions d'euros au quatrième trimestre 2024). A noter, également, une dotation nette de -117 millions d'euros sur les risques autres (contre une dotation nette de -18 millions d'euros au quatrième trimestre 2024) intégrant notamment une provision en lien avec le plan de sauvegarde de Banca Progetto pour -30 millions d'euros chez CA Italia et un complément de provision juridique sur le crédit auto UK pour -41 millions d'euros chez CAPFM. Par métier, 50% de la dotation nette du trimestre

¹¹ Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

provient du pôle des Services financiers spécialisés (52% au quatrième trimestre 2024), 21% de LCL (13% au quatrième trimestre 2024), 20% de la Banque de détail à l'international (17% au quatrième trimestre 2024), 15% sur les Grandes clientèles (16% au quatrième trimestre 2024) et -8% sur le pôle Activités hors métiers (1% au quatrième trimestre 2024) en raison d'une révision des modèles ayant généré une reprise de provisions de niveaux 1 et 2. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont été mis à jour par rapport au troisième trimestre avec un scénario central (PIB à +0,7% en France en 2025, +1,2% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,6% en France en 2025 et -0,3% en 2026) et un scénario adverse (PIB à 0,6% en France en 2025 et -1,2% en 2026). Au quatrième trimestre 2025, le coût du risque sur encours atteint 35 points de base sur quatre trimestres glissants¹² et 45 points de base en vision trimestrielle annualisée¹³ (respectivement en dégradation de 1 point de base et 1 point de base par rapport au quatrième trimestre 2024).

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à -633 millions d'euros au quatrième trimestre 2025 contre 62 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Cette évolution s'explique notamment par l'impact de première consolidation de Banco BPM sur le quatrième trimestre 2025 pour -607 millions d'euros. Chez CAPFM, Leasys est pénalisée par la révision des valeurs de remarketing des véhicules d'occasion et la dégradation de l'activité en Chine les trimestres passés affecte la contribution de GAC Sofinco. Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en baisse de -39,3%, à 1 599 millions d'euros. **La charge d'impôt** est de -376 millions d'euros à comparer à -681 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Cette diminution de la charge de l'impôt est notamment liée à l'effet favorable des variations infra-annuelles. Le **résultat net avant minoritaires** est en baisse de -37,4%, et s'établit à 1 223 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -199 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en baisse de -24,6%, bénéficiant du rachat des intérêts minoritaires de Santander dans CACEIS conclu au troisième trimestre.

En 2025, le résultat net part du Groupe s'élève à 7 074 millions d'euros, niveau stable en comparaison de celui de l'année 2024, à 7 087 millions d'euros sur l'année 2024.

Le **produit net bancaire** s'établit à **28 079** millions d'euros, en hausse de **+3,3%** par rapport à 2024, portés par tous les pôles.

Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +4,9%, en lien notamment avec l'accompagnement du développement des métiers et l'intégration d'effets périmètre. Le coefficient d'exploitation s'établit à 55,7% sur la période, en hausse de +0,9 points de pourcentage par rapport à l'année 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint ainsi 12 451 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport à l'année 2024.

Le **coût du risque** affiche une hausse de +6,6% sur la période, s'établissant à -1 973 millions d'euros contre -1 850 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2024.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à -527 millions d'euros sur l'année 2025 contre +194 millions d'euros en 2024, impacté par l'effet de la première consolidation de Banco BPM pour -607 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Le **résultat net sur autres actifs** est de 452 millions d'euros sur l'année 2025 contre -4 millions d'euros en 2024, bénéficiant de l'intégration de la plus-value de déconsolidation d'Amundi US de +453 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en baisse de -2,1%, à 10 402 millions d'euros. **La charge d'impôt** est de -2 349 millions d'euros à comparer à -2 472 millions d'euros en 2024. Elle intègre l'impact de la surtaxe exceptionnelle d'impôt sur les sociétés pour -147 millions d'euros et bénéficie de la baisse du taux effectif de -2,2 points de pourcentage par rapport à 2024.

¹² Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹³ Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

Le **résultat net avant minoritaires** s'établit à 8 053 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport à 2024. **Les intérêts minoritaires** sont à -979 millions d'euros sur l'année 2025, en baisse de -8,3% par rapport à 2024, impactés notamment par le rachat des intérêts minoritaires de CACEIS (+140 millions d'euros) en 2025.

Le **bénéfice par action atteint 2,18 euro par action en 2025** à comparer à 2,11 euro en 2024.

Le **RoTE¹⁴**, atteint **13,5% sur l'année 2025**, stable par à celui de 2024.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4 et en 2025

En m€	T4-25	T4-24	Δ T4/T4	12M-25	12M-24	Δ 12M/12M
Produit net bancaire	6 966	7 092	(1,8%)	28 079	27 181	+3,3%
Charges d'exploitation	(4 100)	(3 917)	+4,7%	(15 628)	(14 895)	+4,9%
Résultat brut d'exploitation	2 867	3 175	(9,7%)	12 451	12 286	+1,3%
Coût du risque de crédit	(629)	(594)	+5,9%	(1 973)	(1 850)	+6,6%
Sociétés mises en équivalence	(633)	62	n.m.	(527)	194	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(5)	(9)	(40,7%)	452	(4)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.m.	-	-	ns
Résultat avant impôt	1 599	2 634	(39,3%)	10 402	10 625	(2,1%)
Impôt	(376)	(681)	(44,8%)	(2 349)	(2 472)	(4,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	n.m.	0	-	ns
Résultat net	1 223	1 953	(37,4%)	8 053	8 153	(1,2%)
Intérêts minoritaires	(199)	(264)	(24,6%)	(979)	(1 067)	(8,3%)
Résultat net part du Groupe	1 025	1 689	(39,3%)	7 074	7 087	(0,2%)
Bénéfice par action (€)	0,30	0,52	(42,9%)	2,18	2,11	+3,4%
Coefficient d'exploitation (%)	58,9%	55,2%	+3,6 pp	55,7%	54,8%	+0,9 pp

¹⁴ Voir définition du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) dans les indicateurs alternatifs de performance

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

A fin décembre 2025, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 3 051 milliards d'euros, en hausse de +77 milliards d'euros sur le trimestre (soit +2,6%), en raison essentiellement d'une collecte nette positive en gestion d'actifs et en assurance et d'un effet marché et change favorable sur la période. Sur un an, les encours gérés sont en hausse +184 milliards d'euros, soit de +6,4%.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances) est très dynamique avec un chiffre d'affaires global à un niveau élevé de 13,1 milliards d'euros, en augmentation de +20,4%¹⁵ par rapport au quatrième trimestre 2024. Le chiffre d'affaires annuel atteint un niveau record de 52,4 milliards d'euros.

En Epargne/Retraite, au quatrième trimestre 2025, le **chiffre d'affaires** atteint 9,9 milliards d'euros, en hausse de +19,5% par rapport au quatrième trimestre 2024, dans un contexte de marché favorable. La dynamique sur la collecte brute s'observe tant sur la France (+20%) que sur l'International (+17%) ; et tant en unités de compte (+21%) qu'en euro (+19%), ainsi qu'en retraite collective avec un nouveau contrat significatif. Le taux d'unités de compte dans la collecte brute¹⁶ est de 37,6%, en hausse par rapport au quatrième trimestre 2024 (+0,2 point). La collecte nette est dynamique et s'élève à +3,9 milliards d'euros (+1,4 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024), constituée d'une collecte nette de +1,6 milliard d'euros sur les fonds en euros et de +2,3 milliards d'euros en unités de compte.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance obsèques) poursuivent leur progression et s'établissent à 373,0 milliards d'euros (+25,7 milliards d'euros sur un an, soit +7,4%). La croissance des encours est portée par un niveau de collecte nette record de +15,9 milliards d'euros et des effets marchés favorables. La part des unités de compte dans les encours est de 31,1%, en hausse de +1,2 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2024.

En Assurance dommages, le chiffre d'affaires s'établit à 1,5 milliard d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +22,7%¹⁷ par rapport au quatrième trimestre 2024. La prime moyenne bénéficie d'un effet prix favorable provenant des majorations tarifaires induites par le changement climatique et l'inflation des coûts de réparation, ainsi que de l'évolution du mix produits et d'un effet volume avec un portefeuille de 17,9 millions de contrats à fin décembre 2025 (soit +7,3%¹⁸ sur un an). Enfin, le ratio combiné à fin décembre 2025 s'établit à 94,6%¹⁹, en hausse de +0,2 point de pourcentage sur un an.

En prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2025 s'établit à 1,7 milliard d'euros en hausse de +24,0%²⁰ par rapport au quatrième trimestre 2024. La prévoyance individuelle affiche une croissance de +17,3%²¹ liée à la hausse du montant moyen des garanties. L'emprunteur affiche un niveau de prime stable sur la période, la légère croissance du crédit immobilier étant partiellement compensée par une baisse du crédit à la consommation à l'international. Les assurances collectives sont en forte hausse (+27,6% par rapport au quatrième trimestre 2024) avec notamment l'entrée en vigueur du contrat IEG au 1er juillet.

En Gestion d'actifs (Amundi), les encours gérés par Amundi progressent sur le trimestre et sur l'année de respectivement +2,7% et +6,2%, pour atteindre le nouveau record de 2 380 milliards d'euros à fin décembre 2025. Les encours bénéficient d'un niveau de collecte élevé sur le trimestre (+21 milliards d'euros), d'un effet marché et change favorable à hauteur de +42 milliards d'euros. La collecte nette est tirée par la gestion passive (+21 milliards d'euros) et par la gestion active (+5 milliards d'euros) tirée par les stratégies obligataires et diversifiées. La collecte nette est positive sur le retail, les institutionnels et les JVs. Sur le retail (+6,8 milliards d'euros), la collecte nette

¹⁵ A périmètre constant (hors Abanca SG, PiùVera Assicurazioni et PiùVera Protezione), le chiffre d'affaires total augmente de +16,7%

¹⁶ En normes locales

¹⁷ A périmètre constant (hors Abanca SG et PiùVera Assicurazioni), la hausse du chiffres d'affaires est de +8,8%

¹⁸ A périmètre constant, (hors Abanca SG et PiùVera Assicurazioni), le volume du portefeuille est 17,1 de millions contrats, en hausse de +2,3% par rapport à la fin d'année 2024

¹⁹ Ratio combiné dommages en France (Pacifica) y.c actualisation et hors désactualisation, net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / primes brutes acquises. Ratio non actualisé : 96,7% (+0, 3 pp sur un an)

²⁰ A périmètre constant (hors Abanca SG, PiùVera Assicurazioni et PiùVera Protezione), la hausse du chiffres d'affaires est de +6,7%

²¹ A périmètre constant (hors Abanca SG), la hausse du chiffres d'affaires est de +10,1%

bénéficie de la poursuite du fort dynamisme en distribution tiers (+11,1 milliards d'euros), notamment grâce aux plateformes digitales. Sur les institutionnels, la collecte nette s'élève à +13,2 milliards d'euros au quatrième trimestre grâce au gain de plusieurs mandats significatifs. Le segment des JV affiche une collecte nette de +0,9 milliard d'euros sur la période, avec une bonne tenue de la collecte en Inde. En cumulé sur l'année 2025, la collecte nette est de très haut niveau et atteint +88 milliards d'euros, en augmentation de +58% par rapport à l'année dernière.

En Gestion de fortune, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 298 milliards d'euros à fin décembre 2025 et sont en augmentation de +6,8% par rapport à décembre 2024 et en hausse de +2,7% par rapport à septembre 2025.

Pour **Indosuez Wealth Management**, les encours à fin décembre s'établissent à 233 milliards d'euros²² en hausse de +3,2% par rapport à fin septembre 2025, grâce une collecte nette positive record à +3,9 milliards d'euros, confirmant la reprise observée au troisième trimestre. L'augmentation de l'encours bénéficie aussi d'un effet change et marché de +3,2 milliards d'euros. L'activité commerciale a été en forte progression sur le trimestre avec notamment une hausse de 21% T4/T4 des commissions transactionnelles, reflétant notamment un volume de produits structurés en hausse par rapport à l'année dernière, et une augmentation des encours de crédits de +15%.

Par rapport à fin décembre 2024, les encours sont en augmentation de +18,2 milliards d'euros, soit +8,5%, grâce à une collecte nette de +6,2 milliards d'euros, l'impact de l'intégration de la Banque Thaler (+3,3 milliards au troisième trimestre 2025) et un effet marché et change favorable.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au quatrième trimestre 2025 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 2 105 millions d'euros, en augmentation de 2,9% par rapport au quatrième trimestre 2024. Les **charges** augmentent de +5,3% et s'établissent à -979 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 1 127 millions d'euros, soit +1% par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** du quatrième trimestre 2025 s'élève à 46,5%, en hausse de +1,0 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 64 millions d'euros, à comparer à 29 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en lien notamment avec la contribution de Victory Capital pour 29 millions d'euros. En conséquence, le **résultat avant impôt** est en hausse de +3,9% et s'élève à 1 178 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une hausse de +14,0% pour atteindre 792 millions d'euros.

Sur l'année 2025, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 8 000 millions d'euros, en hausse de +4,6% par rapport à 2024. Les charges augmentent de +11,4% et s'établissent à 3 747 millions d'euros. Ainsi le coefficient d'exploitation s'élève à 46,8 %, en augmentation de +2,8 points de pourcentage par rapport à 2024. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 4 253 millions d'euros, en baisse de -0,7% par rapport à 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 201 millions d'euros, en hausse de +63,2%, en lien notamment avec la contribution de Victory Capital depuis le deuxième trimestre 2025 dans le pôle gestion d'actifs ; la participation dans Victory Capital atteint 26,7% désormais. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value de 452 millions d'euros liée également à la déconsolidation d'Amundi US. L'impôt s'établit à -1 052 millions d'euros, et est en hausse de +8,0%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et s'établit à 3 232 millions d'euros, en hausse de +12,4% par rapport à 2024 (+26,0% sur la gestion d'actifs, +5,7% pour l'assurance et +19,7% pour la gestion de fortune).

Sur le quatrième trimestre 2025, le pôle GEA contribue à hauteur de 40% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. et à hauteur de 28% aux revenus (hors AHM).

Au 31 décembre 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 14,3 milliards d'euros dont 11,3 milliards d'euros sur les Assurances, 2,1 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,9 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 52,4 milliards d'euros dont 24,7 milliards d'euros sur les Assurances, 19,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 8,3 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

²² Ce chiffre est retraité des actifs en conservation pour clients institutionnels

Résultats Assurances

Au quatrième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des assurances atteint 795 millions d'euros, en hausse de +11,2% par rapport au quatrième trimestre 2024. Les revenus bénéficient ce trimestre de l'entrée en périmètre en Prévoyance, Emprunteur et Dommages, des entités italiennes en partenariat avec Banco BPM, PiùVera Assicurazioni et PiùVera Protezione. L'impact de ces deux entités est de +58 millions d'euros sur le trimestre, correspondant à une année complète de revenus. A périmètre constant, les revenus sont en hausse de +3,1% notamment grâce à une moindre sinistralité. Les revenus du trimestre se composent notamment de 460 millions d'euros sur l'épargne retraite et prévoyance obsèques²³, 164 millions d'euros sur la protection des personnes²⁴ et 161 millions d'euros sur le dommage²⁵.

La **CSM** (*Contractual Service Margin*) s'établit à 27,5 milliards d'euros à fin décembre 2025, en hausse de +9,1% par rapport à fin décembre 2024. Elle bénéficie d'une contribution des affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM et d'un effet marché positif. Le facteur d'allocation est de 7,5% (en baisse de -0,2 point par rapport à 2024).

Les charges non attribuables du trimestre s'établissent à -141 millions d'euros, en hausse de +83,6% par rapport au quatrième trimestre 2024. Cette hausse est notamment liée à l'impact pour -43 millions d'euros de l'intégration des entités italiennes en partenariat avec Banco BPM (comptabilisation au quatrième trimestre d'une année pleine de charges). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** atteint 654 millions d'euros, en hausse de +2,5% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net avant impôt** est en hausse de +3,5% et s'élève à 655 millions d'euros. La charge d'impôt s'élève à -121 millions d'euros, en baisse de -97 millions d'euros comparé à un quatrième 2024 élevé (ajustement au dernier trimestre 2024 d'une estimation de l'impôt insuffisante à fin septembre 2024). Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 531 millions d'euros, en hausse de +27,2% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Le **produit net bancaire de l'assurance de l'année 2025** atteint 2 987 millions d'euros, en hausse de +5% par rapport à l'année 2024, compte tenu d'une croissance importante des encours (collecte nette record sur l'année et effet marché favorable), du changement du périmètre de consolidation intervenu fin 2025 avec l'entrée des entités PiùVera Assicurazioni, PiùVera Protezione et Abanca SG pour +56 millions d'euros, et d'une sinistralité contenue sans impact climatique majeur en 2025. Le produit net bancaire de l'année inclut l'impact des coupons de dettes Tier 2 en remplacement des dettes AT1 (dont le coût était comptabilisé dans les intérêts minoritaires). Les charges non attribuables s'établissent à -426 millions d'euros, en hausse de +25,1%, compte tenu également du changement de périmètre de consolidation. Le **résultat brut d'exploitation** est de 2 561 millions d'euros (+2,3% par rapport à l'année 2024). Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 14,3% à fin 2025. La charge d'impôts est de -561 millions, à comparer à -572 millions d'euros en 2024. Le **résultat net part du Groupe** atteint 1 992 millions d'euros, en augmentation de +5,7% par rapport à celui de l'année 2024.

Le ratio de solvabilité 2 à fin décembre 2025 est estimé à environ 195%. Le stock de provision pour participation aux bénéfices est de 6,3 milliards d'euros à fin 2025.

Les Assurances contribuent à hauteur de 25% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et de 10% à leurs revenus (hors pôle AHM).

Résultats Gestion d'actifs

Au quatrième trimestre 2025, le **produit net bancaire** atteint 881 millions d'euros et affiche une baisse de -2,1% par rapport au quatrième trimestre 2024. Retraité de la déconsolidation d'Amundi US²⁶, le produit net bancaire est en hausse de +9,2% comparé au quatrième trimestre 2024. Les commissions nettes de gestion affichent une hausse de +4,4% hors effet périmètre par rapport au quatrième trimestre 2024. Les revenus d'Amundi Technology affichent une hausse marquée et progressent de +37% par rapport au quatrième trimestre 2024, grâce à l'intégration d'aixigo (le leader européen de la Wealth Tech, dont l'acquisition a été finalisée en novembre 2024) qui amplifie une croissance organique toujours forte. Les commissions de surperformance sont en hausse de +47% hors effet périmètre par

²³ Montants de l'allocation de CSM, de loss component et de Risk Adjustment (RA), et d'écarts d'expérience nets de réassurance, notamment

²⁴ Montants d'allocation de CSM, de loss component et de RA, et d'écarts d'expérience nets de réassurance notamment

²⁵ Net du coût de la réassurance, y compris résultat financier

²⁶ Effet périmètre Amundi US déconsolidé au T4 2024 : 93 m€ en PNB, -65 m€ en charges

rapport au quatrième trimestre 2024 liés aux conditions de marché favorables. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -480 millions d'euros, en baisse de -5% par rapport au quatrième trimestre 2024. Retraitées des impacts de la déconsolidation d'Amundi US²⁷, des coûts de restructuration et d'acquisition²⁸ de -21 millions d'euros, les charges d'exploitation sont en augmentation de +4,5%. Le coefficient d'exploitation est en baisse à 54,5% (-1,6 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024). Hors charges de restructuration et d'acquisition, le coefficient d'exploitation s'élève à 52,2%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 401 millions d'euros, en hausse de +1,5% par rapport au quatrième trimestre 2024. La contribution des **sociétés mises en équivalence**, reprenant la contribution des joint-ventures asiatiques d'Amundi ainsi que la nouvelle contribution de Victory Capital, s'établit à 64 millions d'euros dont +29 millions d'euros au titre de Victory Capital, dont la contribution est comptabilisée avec un décalage d'un trimestre ; la contribution des JV asiatiques est en hausse à +22% par rapport au quatrième trimestre 2024. En conséquence, le résultat avant impôt s'élève à 464 millions d'euros, en hausse de +10,1% par rapport au quatrième trimestre 2024. Les impôts s'établissent à -126 millions d'euros à comparer à -80 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Cette hausse est liée à l'augmentation du résultat net avant impôts, mais également à l'impact de la contribution exceptionnelle d'impôts en France, et à une charge d'impôt exceptionnelle relative au versement par la JV indienne d'un dividende exceptionnel²⁹. Les intérêts minoritaires s'élèvent à -118 millions d'euros sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe s'établit à 220 millions d'euros, en baisse de -2,6% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2025, le produit net bancaire s'élève à 3 342 millions d'euros (-1,9%). Hors effet périmètre lié à la déconsolidation d'Amundi US, il est en progression de +6,2% sur la période. Les charges d'exploitation sont en hausse de +2,4% et sont impactées par -88 millions d'euros de provision pour restructuration. Hors effet périmètre lié à la déconsolidation d'Amundi US, charges de restructuration et d'acquisition, elles sont en progression de +5,9% sur la période. Le coefficient d'exploitation est de 57,9%, en hausse de +2,4 points par rapport à 2024 (54,4% proforma Victory, hors charges de restructuration et d'acquisition). Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en baisse de -7,2% par rapport à 2024, et en augmentation de +6,6% après retraitement de l'effet périmètre lié à la déconsolidation d'Amundi US, des charges de restructuration et d'acquisition. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +63,2% (passant de 123 millions d'euros en 2024 à 201 millions d'euros en 2025), reflétant notamment l'intégration de la contribution de Victory Capital depuis le deuxième trimestre 2025. Les résultats des JV Asiatiques augmentent de +10%. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value non monétaire de 453 millions d'euros liée également à la finalisation de l'opération avec Victory Capital au deuxième trimestre 2025. Au final, le résultat net part du Groupe de l'année 2025 qui intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'établit à 1 070 millions d'euros en hausse de +26%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 14% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et 12% de leurs revenus.

Résultats Gestion de fortune³⁰

Au quatrième trimestre 2025, le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 429 millions d'euros, stable à -0.1% par rapport au quatrième trimestre 2024, bénéficiant de la hausse des commissions (+9% T4/T4) compensée par la baisse de la marge d'intérêt dans un contexte de baisse des taux. Les impacts de la Banque Thaler et de la reprise des activités de banque dépositaire par CACEIS se compensent. Les **charges** du trimestre atteignent -358 millions d'euros, en hausse de +3,0% par rapport au quatrième trimestre 2024, impactées notamment par -18,6 millions d'euros de coûts d'intégration au quatrième trimestre 2025³¹ et par des effets périmètre³². Retraité de ces éléments, l'évolution des charges est en légère hausse à +0,4% par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** du quatrième trimestre 2025 s'établit à 83,4%, en hausse de +2,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Retraité des coûts d'intégration Degroof Petercam, il s'élève à 79,0%. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 71 millions d'euros, en baisse de -13,4% par rapport au quatrième trimestre 2024.

²⁷ Effet périmètre Amundi US déconsolidé au T4 2024 : 93 m€ en PNB, -65 m€ en charges

²⁸ Charges de restructuration comptabilisées au T4 de 8 m€ (88 m€ en cumulé T3 et T4) pour un objectif de 40 m€ d'économies à compter de 2026 ; et coûts d'acquisition ICG de 13 m€.

²⁹ Dividende sans impact sur les revenus ou le résultat.

³⁰ Périmètre Indosuez Wealth Management

³¹ Coûts d'intégration T4-25 : -18,6 m€ vs -12,8 m€ au T4-24 (-76,3 m€ sur 12M-25 vs -26,4 m€ sur 12M-24).

³² Impact Banque Thaler (-5,2 m€) et reprise des activités dépositaires par CACEIS (+1,9 m€)

Le **coût du risque** du trimestre est de -11,6 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** atteint 41 millions d'euros, en baisse de -20,0% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2025, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en augmentation de +19,6% par rapport à l'année 2024, bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam³³ en juin 2024, pour atteindre 1 671 millions d'euros. Les charges sont en augmentation de +22,2% en raison principalement de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam³³ en juin 2024 et des coûts d'intégration³¹. Le coefficient d'exploitation retraité des coûts d'intégration Degroof Petercam est de 78,3%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +8,4% pour s'établir à 286 millions d'euros. Le coût du risque de crédit s'établit à -29,8 millions d'euros à comparer à -15,3 millions d'euros en 2024. Le résultat net sur autres actifs est proche de zéro sur l'année 2025 en comparaison avec -23 millions d'euros sur l'année 2024, correspondant à des frais d'acquisition Degroof Petercam. Le résultat net part du Groupe s'établit à 170 millions d'euros sur l'année 2025, et progresse de 19,7% par rapport à l'année 2024.

Concernant l'intégration de Degroof Petercam, le **taux d'avancement des synergies** est d'environ 30%. Les coûts d'intégration estimés en 2026 sont de -40/-50 m€. L'objectif de résultat net part du groupe additionnel de +150 à +200 millions d'euros à horizon 2028 est confirmé.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et 6% de leurs revenus (hors pôle AHM).

Activité du pôle Grandes clientèles

Le pôle Grandes Clientèles affiche une bonne activité au quatrième trimestre 2025, grâce à une bonne performance de la **Banque de financement et d'investissement** et une bonne dynamique d'activité dans les **Services financiers aux institutionnels**.

Au quatrième trimestre 2025, les revenus de la **Banque de financement et d'investissement** sont en hausse à 1 609 millions d'euros, soit +2,3% par rapport au quatrième trimestre 2024. L'activité **Banque de Marché et d'Investissement** est en hausse à 723 millions d'euros, soit +7,3% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+11,3% hors effet change), soutenue par la banque de marché (FICC) qui bénéficie de bonnes performances des activités taux et repo et progresse de +5,2% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+9,3% hors effet change), et par la banque d'investissement portée par les structurés actions et qui progresse de +16,8% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+20,4% hors effet change). Les revenus de la **Banque de Financement** sont en baisse à 887 millions d'euros soit -1,4% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+3,2% hors effet change). Les financements structurés sont en retrait de -10,1% par rapport au quatrième trimestre 2024 (-5,7% hors effet change) notamment sur l'aéronautique avec un effet de base défavorable, alors que la banque commerciale progresse de +4,0% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+8,8% hors effet change) avec une activité dynamique notamment sur le secteur Télécom du *Corporate & Leverage Finance*.

CACIB affiche la position de #1 sur les *Green, Social & Sustainable bonds* en EUR³⁴ et #4 sur les *All bonds in EUR Worldwide*³⁴, et confirme son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France³⁵ et #2 en EMEA³⁵). La VaR réglementaire moyenne s'établit à 9,7 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2025, en baisse par rapport au troisième trimestre 2025 à 12,7 millions d'euros, en lien avec l'évolution des marchés financiers et celle des positions. Elle demeure à un niveau reflétant la gestion prudente des risques.

Pour les **Services financiers aux institutionnels**, la croissance d'activité est soutenue par la conquête de nouveaux clients et des effets marchés favorables sur le trimestre et sur l'année.

Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +3,4% à fin décembre 2025 par rapport à fin septembre 2025 et une hausse de +11,4% par rapport à fin décembre 2024, pour atteindre 5 896 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont en hausse de +3,7% sur le trimestre et en hausse de +9,1% sur un an, atteignant 3

³³ Effet périmètre Degroof Petercam en 2025 : janvier à mai 2025 : PNB de 260,1 m€ et charges de -186,2 m€

³⁴ Bloomberg en EUR

³⁵ Refinitiv LSEG

705 milliards d'euros à fin décembre 2025. Les volumes de règlement-livraison sont en forte progression de +27,4% par rapport au quatrième trimestre 2024, principalement tirés par la France et l'Allemagne.

Par ailleurs le quatrième trimestre est marqué par la **finalisation de l'intégration d'ISB** suite aux migrations complètes des clients et le décommissionnement des systèmes informatiques ex-RBC, et enregistre ainsi les derniers coûts d'intégration relatifs à cette acquisition. Sur cette opération, le taux d'avancement des synergies réalisées en 2025 s'élève à 66% et la cible de résultat net additionnel supérieure à 100 millions d'euros attendu en 2026 est confirmée.

Résultats pôle Grandes clientèles

Le **produit net bancaire du pôle Grandes clientèles** affiche un **quatrième trimestre 2025** record à 2 152 millions d'euros, en hausse de +2,1% par rapport au quatrième trimestre 2024, soutenu par des revenus records dans la Banque de financement et d'investissement, et un niveau de revenus élevé dans les Services financiers aux institutionnels.

Les **charges d'exploitation** sont en légère hausse de +0,8% par rapport au quatrième trimestre 2024, expliquée par une hausse maîtrisée liée aux investissements IT et au développement de l'activité des métiers, en partie compensée par une baisse dans les Services financiers aux institutionnels en lien avec la baisse des coûts d'intégration ISB³⁶ et la finalisation de l'intégration d'ISB qui a permis de mettre fin au contrat TSA (*Transition Service Agreement*). Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en hausse de +4,2% par rapport au quatrième trimestre 2024 à 843 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation limitée du coût du risque de -96 millions d'euros à comparer à une dotation de -93 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Le résultat avant impôts s'élève à 754 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport au quatrième trimestre 2024. La charge d'impôt s'élève à -105 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 638 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en forte hausse de +24,7% par rapport au résultat du quatrième trimestre 2024 qui intégrait les intérêts minoritaires de Santander (30,5%) dont Crédit Agricole S.A. a finalisé l'acquisition au troisième trimestre 2025.

Sur l'année 2025, le **produit net bancaire** du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 8 883 millions d'euros, soit +2,7% par rapport à l'année 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +2,6% par rapport à l'année 2024 à 5 171 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** de l'année 2025 s'élève à 3 712 millions d'euros, en hausse de +2,8% par rapport à l'année 2024. Le **coût du risque** termine l'année 2025 en dotation nette de -127 millions d'euros, en hausse par rapport à l'année 2024 (dotation nette de -117 millions d'euros). Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'établit à 2 735 millions d'euros, en hausse de +11,7% par rapport à l'année 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 35% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et de 31% aux **revenus** hors AHM.

Au 31 décembre 2025, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 15,1 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 137,1 milliards d'euros.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement affiche un niveau record à 1 609 millions d'euros, soit +2,3% en comparaison à une base élevée au quatrième trimestre 2024 (et +6,7% hors effet change). Les **charges d'exploitation** s'établissent à -926 millions d'euros en hausse maîtrisée de +2,6% liée aux investissements IT et au développement de l'activité des métiers. Le **résultat brut d'exploitation** progresse de +1,9% par rapport au quatrième trimestre 2024 et s'établit ainsi à +683 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation atteint 57,5% sur le trimestre, en hausse de +0,2 point de pourcentage sur la période. Le **coût du risque**, constitué principalement ce trimestre de dotations stage 1 et stage 2 provenant d'effets *rating*, est à un niveau toujours bas. Enfin, le **résultat avant impôt** du quatrième trimestre 2025 s'élève à 611 millions d'euros, en hausse de +4,3% par rapport au quatrième trimestre 2024. Finalement, le **résultat net part du Groupe** enregistre une hausse de +21,2% pour s'établir à

³⁶ Coûts d'intégration ISB : -12,9 m€ au T4-25 vs. -28,4 m€ au T4-24

529 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Par ailleurs les programmes de titrisation synthétique ont libéré 4,6 milliards d'euros de RWA supplémentaires en 2025, soit 1,6 milliard d'euros sur le quatrième trimestre 2025.

Sur l'année 2025, le **produit net bancaire** progresse de +3,3% par rapport à l'année 2024 (+5,2% hors effet change) pour s'établir à 6 783 millions d'euros, soit un niveau record tant sur la banque de marché et d'investissement que sur la banque de financement, malgré un effet change défavorable. Les **charges d'exploitation** augmentent de +4,9%, principalement sur le développement des métiers et les investissements IT. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 3 083 millions d'euros, est en hausse de +1,4% par rapport à l'année 2024. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -97 millions d'euros sur l'année 2025, contre une dotation de -93 millions d'euros en 2024. La charge d'impôt s'élève à -677 millions d'euros, en baisse de -9,5%. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 2 261 millions d'euros sur l'année 2025, en progression de +5,1% sur la période.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au quatrième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des Services financiers aux institutionnels s'établit à 543 millions d'euros, en hausse de +1,5% par rapport au quatrième trimestre 2024, porté par la hausse des commissions liée à la progression des encours sur la période, et une stabilité de la marge nette d'intérêt. Les **charges d'exploitation** sont en baisse de -3,3% à -383 millions d'euros, en raison de la baisse des coûts d'intégration ISB par rapport au quatrième trimestre 2024³⁷ ainsi qu'à la finalisation de l'intégration d'ISB permettant la fin du contrat de *Transition Service Agreement* (TSA). Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une progression de +15,2% et s'établit à 160 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Le **coefficient d'exploitation** du quatrième trimestre 2025 s'élève à 70,5%, en baisse de -3,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** enregistre une dotation de -24 millions d'euros en raison de dotations aux provisions pour risque juridique. Le **résultat avant impôt** est en hausse de +3,8% et s'élève à 143 millions d'euros au quatrième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une très forte hausse de +45,1% ce trimestre en comparaison à un quatrième trimestre 2024 qui intégrait les intérêts minoritaires de Santander.

Le **produit net bancaire de l'année 2025** est en hausse de +0,8% par rapport à l'année 2024, malgré la sortie prévue des clients ex-RBC, avec une la bonne dynamique commerciale, une marge d'intérêt en évolution favorable sur la période et l'effet périmètre favorable lié à la reprise notamment des activités de banque dépositaire de Degroof Petercam. Les **charges d'exploitation** sont en baisse de -2,6% et intègrent -33,8 millions de coûts d'intégrations au titre de l'acquisition des activités ex-RBC (contre -97 millions d'euros de coûts d'intégration sur l'année 2024). Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +10,0% par rapport à l'année 2024. Le **coefficient d'exploitation**, s'élève à 70,1%, en baisse de -2,5 points de pourcentage par rapport à l'année 2024. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sur l'année 2025 s'établit à 474 millions d'euros, en forte progression de +59,9% par rapport à l'année 2024 qui intégrait les intérêts minoritaires de Santander.

Activité Services financiers spécialisés

La **production commerciale** de **Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM)** atteint 12,1 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +3,1% par rapport au quatrième trimestre 2024, équilibrée entre les activités Personal finance et Mobilité, avec toutefois une activité automobile impactée par un environnement de marché défavorable : la production de Leasys est ainsi relativement stable, elle est en baisse chez CA Auto Bank, et le rebond constaté en Chine depuis le troisième trimestre 2025 est confirmé sur le quatrième trimestre. La part des financements automobile³⁸ dans la production trimestrielle s'élève ainsi à 49%. Le **taux client moyen à la production** est en quasi stable, avec -3 points de base par rapport au troisième trimestre 2025³⁹. Les **encours gérés** de CAPFM s'établissent ainsi à 122,5 milliards d'euros à fin décembre 2025, en hausse de +2,6% par rapport à fin décembre 2024, sur tous les périmètres (Automobile +1,8%⁴⁰, LCL et Caisses régionales +4,5%, Autres entités +2,6%), bénéficiant de l'élargissement du portefeuille en gestion avec les Caisses Régionales et du développement de la location automobile avec Leasys et Drivalia et l'entrée

³⁷ Coûts d'intégration ISB : -12,9 m€ au T4-25 vs. -28,4 m€ au T4-24

³⁸ CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

³⁹ Hors JV Automobiles

⁴⁰ CA Auto Bank et JV automobiles

dans le périmètre de GAC Leasing. Enfin, les **encours consolidés** s'élèvent à 67,6 milliards d'euros à fin décembre 2025, en baisse de -2,1% par rapport au à fin décembre 2024.

La **production commerciale de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** est en hausse de +22,4% par rapport au quatrième trimestre 2024 sur le crédit-bail, bénéficiant de l'intégration de Merca Leasing. Hors cet effet périmètre, la production de crédit-bail s'élève à +11,7% et est tirée par la production en France, portée par tous les marchés et notamment les énergies renouvelables. À l'international la production est également en hausse sur toutes les entités. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +7,1% sur un an, à la fois en France (+4,2%) et à l'international (+5,6%) et intègre dès ce trimestre les encours de Merca Leasing pour atteindre 21,7 milliards d'euros à fin décembre 2025 (dont 16,6 milliards d'euros en France, 4,6 milliards d'euros à l'international et 0,5 milliards d'euros d'encours apportés par Merca Leasing). La **production commerciale en affacturage** est de bon niveau ce trimestre mais en repli de -28% par rapport à un quatrième trimestre 2024 qui était très élevé, en France (-17%) et à l'international (-39%), principalement en Allemagne. Les **encours d'affacturage** à fin décembre 2025 sont en progression de +5,5% par rapport à fin décembre 2024, et le chiffre d'affaires factoré est en progression de +4% par rapport à la même période en 2024.

Résultat services financiers spécialisés

Au **quatrième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 908 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, stable à -0,8% par rapport au quatrième trimestre 2024, impacté par un effet de base défavorable de 30 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 chez CAPFM et bénéficiant de l'intégration ce trimestre de Merca Leasing⁴¹ chez CAL&F. Hors l'effet de base défavorable sur CAPFM, le produit net bancaire du pôle est en hausse de 2,6% et reste stable hors cet effet de base et hors effet périmètre Merca Leasing⁴¹ (+0,2% par rapport au quatrième trimestre 2025). Les **charges** s'élèvent à -470 millions d'euros, en hausse de +5,3% par rapport au quatrième trimestre 2024 également impactées par l'intégration de Merca Leasing. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 51,8% en hausse de 3 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024 et de +1,3 points de pourcentage hors effet de base. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 437 millions d'euros, en baisse de -6,5% par rapport au quatrième trimestre 2024, mais reste stable hors effet de base défavorable. Le **coût du risque** s'élève à -313 millions d'euros, il est en hausse de +2,4% par rapport au quatrième trimestre 2024, impacté par l'intégration de Merca Leasing⁴¹. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** s'élève à -99 millions d'euros, en forte baisse en comparaison au quatrième trimestre 2024 qui s'élevait à 43 millions d'euros, notamment chez CAPFM, impacté par la révision des valeurs de remarketing du portefeuille de véhicules d'occasion chez Leasys (la contribution de Leasys s'élève à -111 millions d'euros) et par la dégradation de l'activité en Chine entre le quatrième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025. Le **résultat avant impôt** du pôle atteint 21 millions d'euros, en forte baisse par rapport au quatrième trimestre 2024 qui s'élevait à 196 millions d'euros. Le **résultat net part du groupe** atteint -27 millions d'euros, en baisse en comparaison du quatrième trimestre 2024 qui s'élevait à 124 millions d'euros.

Sur l'année 2025, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 3 540 millions d'euros et progresse légèrement de +0,6% comparé à 2024, d'une part tiré par des effets prix et volumes positifs en Personal finance qui compense la baisse des revenus des activités Mobilité et d'assurance, et par la bonne performance de l'activité de Crédit-Bail chez CAL&F et d'autre part impacté par un effet de base défavorable de 30 millions d'euros au quatrième trimestre 2025 chez CAPFM et l'intégration de Merca Leasing chez CAL&F. Les **charges d'exploitation** augmentent de +2,8% comparé à 2024 à -1 829 millions d'euros et sont impactées par des investissements IT et l'intégration de Merca Leasing chez CAL&F. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 710 millions d'euros, en baisse (-1,7%) par rapport à 2024. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 51,7%, soit +1,1 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +12,2% par rapport à 2024, à -1 076 millions d'euros, notamment impacté par une dotation globale de +61 millions d'euros pour provision juridique pour le crédit auto UK (+20 millions d'euro au troisième trimestre 2025 et +41 millions d'euros au quatrième trimestre 2025), contre une dotation pour provisions juridique de +30 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, incluant également une provision pour le crédit auto UK. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en forte baisse par rapport à la même période en 2024, en lien notamment avec la baisse des revenus de remarketing et la revue des valeurs de remarketings chez Leasys et la dégradation de l'activité en Chine pour CAPFM, ainsi qu'une dépréciation de goodwill pour CAL&F (au deuxième trimestre 2025). Le **résultat net part du Groupe** du pôle

⁴¹ Effet périmètre Merca Leasing : +21,5m€ en PNB ; -7,5m€ en charges ; -3,6m€ en CDR

intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 333 millions d'euros, en baisse de -47% par rapport à la même période en 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 4% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et de 12% aux revenus hors AHM.

Au 31 décembre 2025, **les fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 8,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 79,9 milliards d'euros.

Résultats Financement Personnel et Mobilité

Au **quatrième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 705 millions d'euros, en baisse de -2,3% par rapport au quatrième trimestre 2024, mais en hausse de +2% hors éléments exceptionnels du quatrième trimestre 2024 pour environ 30 millions d'euros, bénéficiant d'effets prix et volumes positif sur l'activité de Personal finance, qui compensent la baisse des revenus des activités Mobilité et d'assurance. Les **charges** s'établissent à -339 millions d'euros en baisse de -2,2%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 366 millions d'euros, en baisse de -2,4% par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 48,1%, stable par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** s'établit à -283 millions d'euros, en baisse de -1,3%, par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coût du risque sur encours** s'établit ainsi à 141 points de base⁴², en amélioration de -1 point de base par rapport au troisième trimestre 2025, incluant à nouveau une dotation pour provision juridique (crédit auto UK) pour +41 millions d'euros. Le taux de créances douteuses atteint 4,9% à fin décembre 2025, en légère hausse de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2025, et le taux de couverture atteint 72,1%, en diminution de -0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2025. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** est en perte à -104 millions d'euros, impacté par la révision des valeurs de remarketing du portefeuille de véhicules d'occasion chez Leasys (contribution de l'entité s'élevant à -111 millions d'euros) et par la dégradation de l'activité en Chine entre le quatrième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025. Le **résultat avant impôt** est en perte à -22 millions d'euros contre un bénéfice de 132 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Le **résultat net part du Groupe** est en perte à -65 millions d'euros contre un bénéfice de 74 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2025, le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 2 780 millions d'euros soit +0,6% par rapport à l'année 2024, en hausse de +1,7% hors éléments exceptionnels de 30 millions d'euros enregistrés au quatrième trimestre 2024, bénéficiant d'effets volumes et prix positifs, notamment sur l'activité de Personal finance, qui compensent la baisse des revenus issus de l'activité Mobilité, qui pâtit de l'environnement défavorable du marché automobile, et la baisse des revenus d'assurance. Les **charges** s'établissent à -1 392 millions d'euros, stable à +0,7% par rapport à 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 388 millions d'euros, en hausse de +0,4% (+2,7% hors éléments exceptionnels de 30 millions d'euros enregistrés au quatrième trimestre 2024). Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 50,1%, soit +0,1 point de pourcentage par rapport à 2024. Le **coût du risque** augmente de +12,6% par rapport à 2024, à -988 millions d'euros, en lien notamment avec une dégradation sur les filiales internationales et impacté par une dotation globale en 2025 de +61 millions d'euros pour provision juridique pour le crédit auto UK (+20 millions d'euro au troisième trimestre 2025 et +41 millions d'euros au quatrième trimestre 2025), contre une dotation pour provisions juridique de +30 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, incluant notamment la provisions pour le crédit auto UK. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en forte baisse, passant d'un bénéfice de 133 millions d'euros en 2024 à une perte de -64 millions d'euros en 2025, en raison de la baisse des revenus de remarketing et la revue des valeurs de remarketings chez Leasys et la dégradation de l'activité en Chine depuis le quatrième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat net part du Groupe**, intégrant la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France, atteint 178 millions d'euros, en baisse de -58% par rapport à 2024.

⁴² Coût du risque des quatre derniers trimestres rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Résultats Leasing & Affacturage

Au quatrième trimestre 2025, le produit net bancaire de CAL&F atteint 202 millions d'euros, en hausse de +4,9% par rapport au quatrième trimestre 2024, tirés par le dynamisme de l'activité de crédit-bail et bénéficiant de l'intégration ce trimestre de Merca Leasing⁴¹. Hors cet effet périmètre, les revenus baissent de -6,2% par rapport au quatrième trimestre 2024, en raison de la baisse des revenus d'affacturage. Les **charges d'exploitation** s'établissent à -131 millions d'euros, elles sont en hausse de +31% sur le trimestre, impactées par des investissements et des dépenses IT, ainsi que par l'intégration de Merca Leasing⁴¹ et des éléments non récurrents. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 64,7% soit +13 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 72 millions d'euros, en baisse de -23% par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coût du risque** s'élève ainsi à -31 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +56% par rapport à la même période en 2024, impacté par quelques dossiers d'affacturage en Espagne et l'intégration de Merca Leasing⁴¹. Le **coût du risque sur encours** s'élève à 24 points de base⁴², en hausse de 2 points de base par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 5 millions d'euros au quatrième trimestre 2025 en baisse en comparaison du quatrième trimestre 2024 à -2 millions d'euros. Le résultat avant impôt atteint 43 millions d'euros, en baisse de -32% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du Groupe** atteint 38 millions d'euros, en baisse de -24,7% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2025, le produit net bancaire est en légère hausse (+0,6%) par rapport à 2024 à 760 millions d'euros, bénéficiant de l'intégration de Merca Leasing⁴¹. Hors cet effet périmètre, les revenus baissent de -2,3% sur l'année, la hausse des revenus issus du dynamisme de l'activité de crédit-bail sur l'année ayant été compensés par une baisse des revenus d'affacturage (notamment en raison de la baisse des taux). Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +9,9% à -437 millions d'euros, intégrant l'effet périmètre Merca Leasing⁴¹ et ayant été impactées, sur l'année, par des investissements IT et des éléments non récurrents au quatrième trimestre. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** est en baisse de -9,8% par rapport à 2024 pour atteindre 323 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 57,5%, soit +4,9 points de pourcentage par rapport à 2024. Le **coût du risque** est en hausse sur l'année (+7,9%), impacté par une hausse du risque au quatrième trimestre sur quelques dossiers d'affacturage en Espagne et par l'effet de l'intégration de Merca Leasing⁴¹, en partie compensés par une reprise de provision sur encours sains de +20 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. La **contribution des sociétés mises en équivalence** s'élève à -20 millions d'euros sur l'année 2025 en forte baisse en comparaison de 2024 à -8 millions d'euros, en raison d'une dépréciation de goodwill sur l'année 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'élève à 155 millions d'euros, en baisse de -24% par rapport à 2024.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banque de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédit en France est en baisse, elle est soutenue en Italie, portée par les marchés entreprises et particuliers. L'équipement des clients en assurances progresse.

Activité Banque de proximité en France

Au quatrième trimestre 2025, la production de crédits s'élève à 7,8 milliards d'euros, en baisse de -7% par rapport au quatrième trimestre 2024, notamment sur le crédit habitat (-18% en comparaison avec un quatrième trimestre 2024 élevé). Les marchés spécialisés sont stables (entreprises +1%, professionnels -1%). La production annuelle est en hausse de +10% sur 2025 par rapport à 2024, soutenue par tous les marchés (habitat +6%, entreprises +17%, professionnels +10%). La conquête brute s'élève à 262 000 nouveaux clients sur l'année 2025.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,6 point de pourcentage sur un an pour s'établir à 28,5% à fin décembre 2025.

Le taux moyen à la production des prêts habitats s'établit à 3,08%, en baisse de -10 points de base par rapport au troisième trimestre 2025 et -16 points de base sur un an. Le taux du stock des crédits habitat s'améliore de +4 points de base sur le trimestre et de +15 points de base sur un an. La production de crédits à la consommation est stable sur la période.

Les encours de crédits s'établissent à 173,8 milliards d'euros à fin décembre 2025, en progression de +0,5% sur le trimestre et de +1,9% sur un an (dont +1,1% sur les crédits habitats, +2,6% sur les crédits aux professionnels, +4,7% sur les crédits entreprises). Les encours de collecte s'établissent à 259,3 milliards d'euros à fin décembre 2025, en hausse de +1,7% sur un an, tirés notamment par les ressources hors-bilan, l'épargne de bilan affichant une très légère baisse. Sur le trimestre, les encours de collecte bilan sont en hausse de +0,5% par rapport à fin septembre 2025, avec une hausse des dépôts à vue pour +0,3% et des dépôts à terme pour +2,0%. La collecte hors-bilan bénéficie d'une collecte nette positive tirée par l'assurance-vie et d'un effet marché favorable.

Activité Banque de proximité en Italie

Au quatrième trimestre 2025, la conquête brute de CA Italia atteint 57 000 nouveaux clients dont un tiers d'acquisition en ligne.

Les encours de crédit de CA Italia à fin décembre 2025 s'établissent à 62,8 milliards d'euros, en hausse de +1,0% par rapport à fin décembre 2024 (dans un marché italien en reprise⁴³), tirés par le marché des particuliers dont les encours augmentent de +2,3% et sont stables sur les entreprises (y compris PME). Le taux du stock sur les crédits est stable par rapport au troisième trimestre 2025 (+1pb T4/T3) et s'inscrit en baisse de -83 points de base par rapport au quatrième trimestre 2024 (moindre que le marché⁴⁴).

La production de crédits du trimestre est soutenue ce trimestre, en hausse de +5,4% par rapport au quatrième trimestre 2024, portée par les marchés entreprises et particuliers. La production de crédit de l'année est en hausse de +2,4% en comparaison à l'ensemble de l'année 2024.

Les encours de collecte à fin décembre 2025 s'élèvent à 123,7 milliards d'euros, en hausse de +3,1% par rapport à fin décembre 2024 ; la collecte bilan est en hausse de +0,7% par rapport à fin décembre 2024, notamment sur le marché des particuliers (collecte moins onéreuse). Enfin, la collecte hors bilan augmente de +6,0% sur la même période et bénéficie d'une collecte nette positive et d'effets marchés favorables.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est de 20,3% chez CA Italia, en hausse de +0,3 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024.

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie, les encours de crédit s'établissent à 7,8 milliards d'euros en hausse de +6,8% à cours courant à fin décembre 2025 par rapport à fin décembre 2024 (+7,6% à change constant). Les encours de collecte s'élèvent à 12,7 milliards d'euros et sont en hausse de +5,0% à change courant (+7,4% à change constant) sur la même période.

En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de 3,7% par rapport à fin décembre 2024 (+2,2% à change constant), et la collecte bilan de +5,4% (+3,9% à change constant). La production de crédit en Pologne est en hausse ce trimestre par rapport au quatrième trimestre 2024 (+8,1% à change courant et +6,3% à change constant). Par ailleurs, la conquête brute en Pologne atteint 58 000 nouveaux clients ce trimestre.

En Égypte, l'activité commerciale est dynamique sur tous les marchés. Les encours de crédit augmentent de +15,0% entre fin décembre 2025 et fin décembre 2024 (+22,3% à change constant). Sur la même période, la collecte bilan est en hausse de +8,4% et en hausse de +15,4% à change constant.

La liquidité affiche un excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Égypte s'élevant à +2,5 milliards d'euros au 31 décembre 2025, et atteint 3,9 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

⁴³ Source Abi janvier 2026 : +1,6% décembre/décembre sur l'ensemble des crédits

⁴⁴ Euribor 3M moyen en baisse de -96 bp T4/T4

Résultats Banque de proximité en France

Au **quatrième trimestre 2025** le **produit net bancaire** de LCL atteint 1 023 millions d'euros, en croissance de +6,5% par rapport au quatrième trimestre 2024. La marge nette d'intérêt affiche un rebond sur la période (+11,2%), tirée par la baisse du coût des ressources (normalisation du mix de dépôts clientèle et effet taux) et un *repricing* progressif des crédits. La hausse des commissions (+2% par rapport au quatrième trimestre 2024) est notamment portée par la bonne dynamique sur les assurances (vie et non-vie).

Les **charges** sont stables hors effet de base et s'établissent à -664 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation s'établit à 64,9%, en baisse de -2,5 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2024. Le résultat brut d'exploitation est par conséquent en progression de +14,7%, à 359 millions d'euros.

Le **coût du risque** est en hausse (+69,8% par rapport au quatrième trimestre 2024) et s'établit à -132 millions d'euros (dont une dotation de -162 millions d'euros sur le risque avéré et une reprise de +35 millions d'euros sur encours sains). Le coût du risque sur encours est en hausse à 24 points de base, avec une augmentation du risque individuel sur les entreprises (secteurs commerce/distribution). Le taux de couverture reste toujours à un niveau élevé et s'établit à 58,2% à fin décembre 2025. Le taux de créances douteuses atteint 2,5% à fin décembre 2025.

Au final, le **résultat net avant impôt** s'établit à 227 millions d'euros, en baisse de -3,8% par rapport au quatrième trimestre 2024, et le résultat net part du Groupe décroît de -18,4% sur la période.

Sur l'année 2025, les revenus de LCL sont en hausse de +1,9% par rapport à 2024 et atteignent 3 945 millions d'euros. La marge nette d'intérêt est en hausse (+0,9%), bénéficiant du *repricing* progressif des crédits et du moindre coût des ressources. Les commissions progressent de +2,8% par rapport à 2024, en particulier sur l'assurance. Les charges sont en croissance de +3,1% sur la période et le coefficient d'exploitation est en hausse (+0,8 point de pourcentage par rapport à 2024) à 64,0%. Le résultat brut d'exploitation est stable à -0,2% et le coût du risque est en hausse de +9,9%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe intégrant la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France, atteint 663 millions d'euros (-16,1% par à 2024).

Le métier contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2025 et de 14% aux **revenus** hors AHM.

Au 31 décembre 2025, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 6,3 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 57,1 milliards d'euros.

Résultats Banque de proximité à l'international⁴⁵

Au **quatrième trimestre 2025**, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 998 millions d'euros, en hausse par rapport au quatrième trimestre 2024 (+3,0% à change courant ; +3,5% à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -636 millions d'euros, en hausse de +12,0% (+12,3% à cours constant), intégrant des éléments non-récurrents⁴⁶ chez Crédit Agricole Italia. Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 361 millions d'euros, en baisse de -9,9% (-9,0% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -128 millions d'euros, en hausse de +28,5% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+28,8% à change constant) et intègre -30 millions d'élément non récurrent chez CA Italia (en lien avec une provision *Banca Progetto*). **Finalement, le résultat net part du Groupe pour CA Italia, CA Egypte, CA Pologne et CA Ukraine** s'élève à 160 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +1,1% (et +2,2% à cours constant).

Sur l'année **2025**, les **revenus** de de la **Banque de proximité à l'international** baissent de -0,8% pour s'établir à 4 027 millions d'euros (stables à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -2 175 millions d'euros, en hausse de +1,3% (stable à change constant) par rapport à l'ensemble de l'année 2024, bénéficiant d'une moindre contribution à la DGS en 2025, qui avait été comptabilisée pour -58 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 (contre -5 millions au quatrième trimestre 2025), d'une reprise de charges de +34 millions d'euros au troisième trimestre 2025, mais impactées par une provision nette de -65 millions de charge de restructuration au quatrième trimestre 2025. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 852 millions d'euros, en baisse de -3,1% (-0,5 % à change constant). Le **coût du risque** est en hausse de +6,0% (+8,3% à change constant) à

⁴⁵ Au 31 décembre 2025 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

⁴⁶ Éléments non-récurrents CA Italia au T4-25 pour -65m€ nets en charges de restructuration et -5 m€ (DGS)

-332 millions d'euros par rapport à l'ensemble de l'année 2024 et tient compte d'éléments non récurrents pour -30 millions d'euros au titre de la provision *Banca Progetto*. Au final, **le résultat net part du Groupe de la Banque de proximité à l'international** s'établit à 876 millions d'euros, en hausse de +4,7% par rapport à l'ensemble de l'année 2024.

Au 31 décembre 2025, **le capital alloué** au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 5,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** sont de 50,5 milliards d'euros.

Résultats Italie

Au quatrième trimestre 2025, les **revenus de Crédit Agricole Italia** s'établissent à 751 millions d'euros, en hausse de +2,4% par rapport au quatrième trimestre 2024 grâce à une bonne tenue de la marge nette d'intérêt (stable par rapport au troisième trimestre 2025 et en diminution de -3,8% par rapport au quatrième trimestre 2024, en lien avec la baisse des taux) ; la hausse des commissions sur tous les compartiments (+13,4% par rapport au quatrième trimestre 2024) permet de compenser la variation de MNI. Les **charges d'exploitation** s'établissent à -511 millions d'euros, en hausse de +15,7% par rapport au quatrième trimestre 2024, intégrant des éléments non-récurrents⁴⁶. Hors ces effets, les charges sont stables.

Le **coût du risque** s'élève à -113 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +48,8% par rapport au quatrième trimestre 2024 avec un ratio coût du risque sur encours⁴⁷ en dégradation de 6 points de base à 44 points de base qui s'explique par un provisionnement ce trimestre d'une charge non récurrente de -30 millions liée à *Banca Progetto*. Hors cet élément, le coût du risque augmente de +9,1% par rapport au quatrième trimestre et le coût du risque sur encours s'élève à 39 points de base, stable par rapport au troisième trimestre 2025.

La qualité de l'actif (taux de créances douteuses est de 2,8%) et le taux de couverture (79,8%) sont stables sur le trimestre et de bon niveau. Par conséquent, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit ainsi à 75 millions d'euros, en baisse de -32,4% par rapport au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2025, les **revenus de Crédit Agricole Italia** sont stables pour s'établir à 3 054 millions d'euros. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -1 675 millions d'euros, en hausse de +0,9% par rapport à l'ensemble de l'année 2024, bénéficiant d'une moindre contribution de la DGS en 2025 (-5 millions en 2025 contre -58 millions d'euros en 2024) mais étant pénalisée par des éléments non récurrents (reprise de +34 millions d'euros de charges au troisième trimestre contre une comptabilisation de -65 millions d'euros nets de charges de restructuration au quatrième trimestre 2025). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 379 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport à l'ensemble de l'année 2024. Le **coût du risque** s'établit à -272 millions d'euros et est en hausse de +10,4% par rapport à l'ensemble de l'année 2024. Au final, **le résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 596 millions d'euros, en baisse de -2,1% par rapport à l'ensemble de l'année 2024.

Au 31 décembre 2025, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 4,4 milliards d'euros et les **emplois pondérés** sont de 39,5 milliards d'euros.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Au quatrième trimestre 2025, les **revenus de la Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 247 millions d'euros, en hausse de +4,6% (+6,8% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2024. Les revenus en Pologne augmentent de +10,1% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+8,2% à change constant) portés par la hausse des commissions permettant de compenser la baisse de la MNI. Les revenus en Égypte baissent de -2,6% (+1,1% à change constant) grâce à une bonne tenue des commissions (+2,2% à change constant) et malgré une baisse de la marge nette d'intérêts (-3,7% à change constant) pénalisée par la baisse des taux directeurs. Les **charges d'exploitation** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'élèvent à -125 millions d'euros, en baisse de -0,7% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+0,2% à change constant). A change constant le coefficient d'exploitation des banques de proximité à l'international - hors Italie s'améliore de -2,7 points de pourcentage pour s'établir à 50,8%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 121,3

⁴⁷ Coût du risque sur encours (en pb trimestre annualisé)

millions d'euros, en hausse de +10,7% (+14,9% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2024. Le **coût du risque** est à un niveau faible à -15,7 millions d'euros, contre -24,1 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 (soit une variation de -35,0% sur la période). Par ailleurs, à fin décembre 2025, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Égypte à 123% et à 131% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture reste prudent (628%). Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 84 millions d'euros, en hausse de (+88,7% à change courant et +81,9% à change constant).

Sur l'année 2025, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 973 millions d'euros, en baisse de -3,0% (+1,1% à change constant) par rapport à l'ensemble de l'année 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +2,7% par rapport à l'ensemble de l'année 2024 (+4,3% à change constant) et s'élèvent à -501 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** est de 51,4% à fin décembre 2025, en dégradation de 2,8 points de pourcentage par rapport à l'ensemble de l'année 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 472 millions d'euros, en baisse de -8,3% (-2,2% à change constant) par rapport à l'ensemble de l'année 2024. Le **coût du risque** s'établit à -60 millions d'euros, en baisse de -10,3% (-12,6% à change constant) par rapport à l'ensemble de l'année 2024. **L'impôt sur les sociétés** s'élève à - 93 millions d'euros en 2025 contre - 169 millions d'euros en 2024, soit une baisse de -45,2%. Cette baisse s'explique principalement par une baisse du taux d'impôts sur les sociétés en Ukraine (25% en 2025 contre 50% en 2024) et explique environ +37 millions d'effet favorable sur l'impôt cette année. Par ailleurs, le taux d'impôt sur les sociétés sera porté à 50% en Ukraine en 2026 et passera de 19% à 30% en Pologne en 2026.

Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 280 millions d'euros.

Au 31 décembre 2025, le **pôle Banque de proximité dans son ensemble** contribue à hauteur de 20% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 28% aux revenus hors AHM.

Au 31 décembre 2025, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 11,9 milliards d'euros. Les emplois pondérés du pôle sont de 107,6 milliards d'euros.

Résultat Activités hors métiers

Le **résultat net part du Groupe** des activités hors métiers s'établit à -688 millions d'euros au quatrième trimestre 2025 en baisse de -706 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-688 millions d'euros) des autres éléments (proches de 0 ce trimestre).

La contribution de la composante « structurelle » (-688 millions d'euros) est en baisse de -662 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- La contribution des **activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale** atteint - 176 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en hausse de +178 millions d'euros sur un an. Cette hausse est principalement expliquée par une revue des modèles impactant positivement le coût du risque à hauteur de +61 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024 ainsi que par un effet favorable lié à des variations infra-annuelles sur l'impôts à hauteur de +125m€ par rapport au quatrième trimestre 2024.
- La contribution des **métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (Private equity), CA Immobilier, CATE et BforBank intégrés en mise en équivalence, et autres participations (dont Banco BPM)** s'élève à - 503 millions d'euros au quatrième trimestre 2025, en baisse de -818 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024. Elle intègre ce trimestre une variation significative de -607 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024 au titre de l'impact de première consolidation de Banco BPM, ainsi qu'une variation de -320 millions d'euros liée à l'effet valorisation des titres Banco BPM, et une variation de +78 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024 au titre de l'augmentation du dividende reçu de Banco BPM.
- Enfin, la contribution **des activités support du Groupe** s'élève à -9 millions d'euros ce trimestre, en baisse de - 21 millions d'euros par rapport quatrième trimestre 2024.

La contribution des « autres éléments » s'élève à +0 millions d'euros, en baisse de -44 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2024 et s'explique notamment par l'impact défavorable des éléments de volatilité.

Sur l'année 2025, le résultat net part du Groupe du pôle AHM s'élève à -764 millions d'euros, en baisse de -276 millions d'euros, par rapport à l'année 2024. La composante structurelle contribue à hauteur de -795 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +31 millions d'euros sur l'année 2025.

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -262 millions d'euros comparé à l'année 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- La contribution **des activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale** atteint -1 007 millions sur l'année 2025, en hausse de +107 millions d'euros par rapport à l'année 2024 ;
- **Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank, et autres participations (dont Banco BPM)** contribuent à hauteur de +197 millions en 2025, en baisse de -353 millions d'euros par rapport à l'année 2024.

Sur l'année 2025, la participation détenue dans le capital de Banco BPM a généré +229 millions de Résultat net part du groupe (dont +834 millions d'euros de revenus composés de +515 millions d'euros de revalorisation de titres et instruments à la juste valeur et +318 millions d'euros de dividendes, +21 millions d'euros de mise en équivalence, -19 millions d'euros d'impôts, et -607 millions d'euros d'impact de première consolidation en mise en équivalence) en comparaison à un résultat net part du Groupe de +590 millions d'euros généré en 2024 (dont +607 millions d'euros de revenus composés de +462 millions d'euros de revalorisation de titres et instruments à la juste valeur et +114 millions d'euros de dividendes, et -16 millions d'euros d'impôts). Suite à sa consolidation au quatrième trimestre 2025, la participation de 20,1% du capital de Banco BPM devrait générer dès 2026 environ 400 millions d'euros⁴⁸ de résultat net part du Groupe par an.

- Enfin, la contribution des **fonctions support** du Groupe s'élève à +15 millions d'euros sur l'année 2025 en baisse de -17 millions d'euros comparé à l'année 2024.

La contribution des « autres éléments » est en baisse de +13 millions d'euros comparé à 2024.

Au 31 décembre 2025, les **emplois pondérés** sont de 42,1 milliards d'euros.

⁴⁸ Prise en compte d'un décalage d'un trimestre par rapport à la publication de Banco BPM étant donné que Banco BPM publie après Crédit Agricole S.A.

Solidité financière

Le **Groupe Crédit Agricole** dispose du meilleur niveau de solvabilité parmi les banques systémiques européennes.

Les ratios de capital pour le Groupe Crédit Agricole s'établissent bien au-dessus des exigences réglementaires. Au 31 décembre 2025, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1)** phasé du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,4%, soit un coussin substantiel de 7,6 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire. Sur le trimestre, le ratio CET1 est en baisse de -0,2 point de pourcentage. Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +26 points de base (pb) lié au résultat conservé, l'évolution des emplois pondérés liée à la croissance organique des métiers impacte le ratio à hauteur de -9 pb compensé par de la gestion active de bilan pour +7 pb (dont des SRT pour +7 pb). Les effets méthodologiques, M&A et autres ont un impact défavorable de -37 points de base et intègrent en particulier des révisions de modèles chez CA Italia, LCL et les Caisses Régionales pour -29 pb ainsi que l'effet de première consolidation de Banco BPM pour -2 pb.

Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légal ainsi que de la flexibilité de circulation du capital au sein du groupe Crédit Agricole. Son ratio CET1 phasé au 31 décembre 2025 s'élève à 11,8%, soit 3,0 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire, +10 pb par rapport à fin septembre 2025. Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +22 points de base lié au résultat conservé. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 20 centimes d'euros par action au quatrième trimestre 2025. L'évolution des emplois pondérés liée à la croissance organique des métiers impacte le ratio CET1 à hauteur de -6 pb compensé par de la gestion active de bilan pour +8 pb (dont des SRT pour +7 pb). Les effets méthodologiques, M&A et autres ont un impact défavorable de -12 points de base et intègrent en particulier des révisions de modèles chez CA Italia et LCL pour -19 pb, l'effet de première consolidation de Banco BPM pour +9pb, ainsi que le rachat d'actions pour compenser l'augmentation de capital réservée aux salariés pour -9 pb.

A fin décembre 2025, les **emplois pondérés de Crédit Agricole S.A** s'élève à 419 milliards d'euros, en hausse de +5 milliards d'euros. Cette hausse sur le trimestre résulte essentiellement de la hausse de +6,1 milliards d'euros du pôle Banques de proximité liée aux effets modèles chez CA Italia pour +5,6 milliards d'euros. La hausse de +1,9 milliard d'euros du pôle Activités hors métiers est notamment expliquée par un impact neutre lié au dépassement de franchise relatif à Banco BPM.

Pour le **Groupe Crédit Agricole**, les emplois pondérés s'établissent à 663 milliards d'euros à fin décembre 2025, en hausse de 5 milliards d'euros sur le trimestre. Cette hausse sur le trimestre résulte essentiellement de la hausse de +7,5 milliards d'euros du pôle Banques de proximité liée notamment aux effets modèles chez CA Italia pour +5,6 milliards d'euros.

Structure financière du Groupe Crédit Agricole

	Groupe Crédit Agricole			Crédit Agricole S.A.		
	31/12/25	30/09/25	Exigences 31/12/25	31/12/25	30/09/25	Exigences 31/12/25
Ratio CET1phasé ⁴⁹	17,4%	17,6%	9,9%	11,8%	11,7%	8,7%
Ratio Tier1 ⁴⁹	18,7%	18,9%	11,7%	13,6%	13,7%	10,6%
Ratio global ⁴⁹	21,1%	21,3%	14,2%	17,3%	17,4%	13,0%
Emplois pondérés (Mds€)	663	658		419	414	
Ratio de levier	5,6%	5,6%	3,5%	3,9%	3,9%	3,0%
Exposition de levier (Mds€)	2 214	2 203		1 463	1 456	
Ratio TLAC (% RWA) ^{49,50}	27,2%	27,6%	22,4%			
Ratio TLAC (% LRE) ⁵⁰	8,1%	8,2%	6,75%			
Ratio MREL subordonné (% RWA) ⁴⁹	27,2%	27,6%	21,6%			
Ratio MREL subordonné (% LRE)	8,1%	8,2%	6,25%			
Ratio MREL total (% RWA) ⁴⁹	32,1%	32,4%	26,2%			
Ratio MREL total (% LRE)	9,6%	9,7%	6,25%			
Distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions (Mds€) ⁵¹	46	47		13	12	

Au niveau de Crédit Agricole S.A., la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du MMD**⁵¹, à savoir 301 points de base, soit 13 milliards d'euros de capital CET1 au 31 décembre 2025. Crédit Agricole S.A. n'est soumis ni à l'exigence de L-MMD (distance à l'exigence de coussin de ratio de levier) ni au M-MMD (distance aux exigences de MREL).

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du L-MMD** au 31 décembre 2025. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 208 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 46 milliards d'euros de capital Tier 1.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Crédit Agricole présente **des ratios TLAC et MREL** bien au-delà des exigences⁵⁰. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 480 points de base au-dessus du **seuil de déclenchement du M-MMD**, soit 32 milliards d'euros de capital CET1. A cette date, la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio TLAC et l'exigence correspondante. L'objectif du Plan à Moyen Terme 2028 est de conserver un ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole d'environ 27% des RWA hors dette senior préférée éligible.

⁴⁹ Exigence SREP applicable au 31 décembre 2025, y compris l'exigence combinée de coussins de fonds propres incluant pour (a) le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% (qui passera à 1,5% au 1er janvier 2026 suite à la notification reçue de l'ACPR le 27 novembre 2024), le coussin contracyclique fixé à 0,78%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,10% et (b) pour Crédit Agricole S.A. un coussin de conservation de 2,5%, le coussin contracyclique fixé à 0,67% ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,15%.

⁵⁰ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa solvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

⁵¹ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 45,5 milliards d'euros incluant 32,4 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,1 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2025.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Les dépôts clientèle, diversifiés et granulaires, s'élèvent à 1 180 milliards d'euros au 31 décembre 2025, affichant une progression de +21 milliards d'euros versus septembre 2025.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décote⁵², s'élèvent à 485 milliards d'euros au 31 décembre 2025, en légère baisse de 3 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2025.

Elles couvrent plus de deux fois la dette court terme nette des actifs de trésorerie.

Cette variation des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La hausse du portefeuille titres (HQLA et non-HQLA) pour +10 milliards d'euros ;
- La baisse des actifs mobilisés en Banques Centrales et non encombrés pour -7 milliards d'euros, liés à la baisse des titrisations auto-souscrites pour -4 milliards d'euros et à la baisse des créances éligibles en Banque Centrale pour -3 milliards d'euros en raison de l'arrêt du canal de refinancement des créances privées garanties par l'état (PGE) par la Banque de France au quatrième trimestre 2025 ;
- La baisse des dépôts en Banques centrales pour -6 milliards d'euros.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en Banques Centrales après décote s'élèvent à 129 milliards d'euros.

Le Bilan de Liquidité du Groupe, à 1 732 milliards d'euros au 31 décembre 2025, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 194 milliards d'euros**, stable sur le trimestre.

La dette long terme s'élève à 324 milliards d'euros au 31 décembre 2025 en hausse de +2 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2025. Elle comprend :

- Les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 97 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors préférées à hauteur de 167 milliards d'euros, en hausse de +2 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors non préférées pour 39 milliards d'euros, en baisse de -1 milliard d'euros ;
- Et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros, en baisse de -1 milliard d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 31 décembre 2025, les ratios LCR moyen (calculés sur 12 mois glissants) s'élèvent respectivement à 136% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 85 milliards d'euros) **et 141% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 83 milliards d'euros). A noter que le ratio LCR du Groupe Crédit Agricole est supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme 2028 de 110% à 130%.

Par ailleurs, au 30 septembre 2025, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élevaient respectivement à 120% et 114%.**

⁵² Les titres composant les réserves de liquidité sont valorisés après décote d'un stress idiosyncratique à partir du mois de décembre 2024 (stress systémique précédemment) afin de représenter au mieux la valeur de liquidation des titres en cas de stress de liquidité.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 31 décembre 2025, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 30,9 milliards d'euros⁵³ de dette à moyen long terme, dont 83% émis par Crédit Agricole S.A.

On note notamment les montants suivants pour les émetteurs du Groupe hors Crédit Agricole S.A. :

- Crédit Agricole Assurances a émis 750 millions d'euros en RT1 Perpétuel NC10,75 ans ;
- Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a émis :
 - 1 milliard d'euros en émission EMTN et 0,9 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
 - 1,4 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Agos ;
- Crédit Agricole Italia a émis en format senior collatéralisé une émission pour un total de 1 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis deux tranches en format senior collatéralisé pour un total de 200 millions de francs suisses dont 100 millions en format Green Bond.

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 23,1 milliards d'euros^{53,54}.

La banque a levé l'équivalent de 23,1 milliards d'euros, dont 11,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 3,4 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 2,8 milliards d'euros de dette senior préférée et 5,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin décembre. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 5,25 milliards d'euros^{54,55} ;
- 6,9 milliards de dollars américains (6,4 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,6 milliard de livres sterling (1,9 milliard d'euros équivalent) ;
- 179,3 milliards de yen japonais (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de dollars singapouriens (0,3 milliard d'euros équivalent) ;
- 2,1 milliards de dollars australiens (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,9 milliard de dollars canadiens (0,5 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,6 milliard de francs suisses (0,7 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 70%^{54,55} de son refinancement en devises hors euros à fin décembre.

De plus, Crédit Agricole S.A. :

- A émis le 13 février 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,5 milliard d'euros au taux initial de 5,875% et annoncé le 30 avril 2025 exercer le call réglementaire de l'AT1 de 103 millions de livre sterling d'encours (XS1055037920) – inéligible, grandfathered jusqu'au 28/06/2025 – remboursée en date du 30/06/2025 ;
- A émis le 2 septembre 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,25 milliard de dollars au taux initial de 7,125%, lancé en parallèle une offre publique de rachat sur une souche USD (US225313AJ46/USF2R125CD54) et GBP (XS2353100402/XS2353099638), et annoncé le 30 octobre 2025 exercer le call de l'AT1 dollar de 458 millions de dollars d'encours (US225313AJ46/USF2R125CD54) avec un remboursement au 23/12/2025.

Le plan de financement MLT de marché 2025 avait été fixé à 20 milliards d'euros, avec une répartition équilibrée entre dette senior préférée ou senior collatéralisée et dette senior non préférée ou Tier 2. Ce plan de refinancement a été réalisé à 115% au 31 décembre 2025.

Le plan de financement MLT de marché 2026 est fixé à 18 milliards d'euros, dont 6 milliards d'euros de dette senior préférée ou senior collatéralisée et 12 milliards d'euros de dette senior non préférée ou Tier 2.

⁵³ Montant brut avant rachats et amortissements

⁵⁴ Hors émission AT1

⁵⁵ Hors émissions senior collatéralisées

Environnement économique et financier

Rétrospective 2025

Une année marquée par la politique américaine

L'incertitude a été le maître mot de 2025. Déjà élevée en raison des chocs inédits qu'a connu la planète depuis le début de la décennie, l'incertitude est très clairement montée d'un cran à la suite de l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. L'année 2025 a été marquée par de profonds bouleversements tant économiques que géopolitiques.

Mettant en œuvre leur instrument de prédilection, à savoir les droits de douane, les Etats-Unis ont engagé très rapidement une politique commerciale agressive, visant à corriger « l'injustice » du déficit commercial américain. Les tarifs douaniers appliqués aux importations américaines ont été réhaussés pour tous les pays et un grand nombre de secteurs. Le Liberation day le 2 avril, annonçant une série de droits de douane dits « réciproques », puis le « rétropédalage » de D. Trump quelques jours après, ont marqué le point culminant des tensions commerciales ; des accords ont ensuite été signés, dont celui avec l'Union européenne fin juillet, marquant une désescalade progressive. Si la visibilité sur le plan des tarifs douaniers est désormais meilleure, les incertitudes persistent, les Etats-Unis agitant régulièrement l'arme des tarifs douaniers en réponse à des décisions de ses partenaires qui lui déplaisent (par exemple la réglementation et les mesures européennes à l'encontre des entreprises américaines de la tech). Et si c'est l'accalmie qui prévaut à présent, il n'en reste pas moins que les tarifs douaniers ont été très substantiellement augmentés, déclenchant de fortes perturbations et une réorganisation rapide des flux commerciaux. Les impacts de ces droits de douane se diffusent progressivement, mais il reste difficile d'en évaluer pleinement les conséquences.

La géopolitique constitue un autre volet majeur de l'action américaine. Ses prises de position et ses interventions dans les conflits que connaît la planète, notamment dans la guerre en Ukraine ou au Proche-Orient, ont là aussi souvent déconcerté. De même, ses déclarations hostiles à l'égard de ses voisins, proférées dès le début de son mandat sous couvert de sécurité nationale, bousculent l'ordre mondial. L'année 2026, qui s'est ouverte avec l'intervention musclée des Etats-Unis au Venezuela et les menaces renouvelées sur le Groenland, promet de nouveaux chocs sur le plan géopolitique.

La politique américaine a conduit de nombreux pays dans le monde à repenser leurs dépendances et à renforcer leur autonomie stratégique, d'un point de vue économique, technologique et militaire, conduisant à des programmes d'investissement renforcés notamment dans la défense. En particulier, 2025 a connu un revirement budgétaire allemand spectaculaire, dès l'entrée en fonction du nouveau chancelier Friedrich Merz, avec le déploiement d'un plan inédit de dépenses publiques en infrastructure et en défense.

Pour finir, la position des Etats-Unis vis-à-vis du réchauffement climatique et en faveur des énergies fossiles conduit à un relâchement de l'action politique mondiale pour la transition climatique et accroît les risques liés au dérèglement climatique

Une croissance qui résiste malgré un contexte international difficile

Malgré la forte hausse des droits de douane, l'économie mondiale a bien résisté, que ce soit du côté des pays développés ou des économies émergentes.

Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'économie a été moins violent qu'anticipé. Avec une croissance moyenne annuelle autour de 2%, l'économie américaine a tenu bon en 2025, malgré l'incertitude omniprésente. Certes, cela représente un net recul par rapport au rythme très soutenu de 2,8% en 2024, on est cependant loin de la récession que certains redoutaient au lendemain du Liberation Day. En rythme trimestriel, la croissance a évolué en dents de scie, les composantes volatiles du PIB, telles que les exportations nettes et les stocks, ayant fortement fluctué sous l'effet de la politique commerciale. Même si le récent shutdown du gouvernement a retardé la publication des données du troisième trimestre 2025, la croissance s'est poursuivie sur un rythme élevé au

troisième trimestre, qui a encore nettement surpris à la hausse. La progression devrait être plus modérée au quatrième trimestre 2025, en raison des effets du shutdown. La résistance de l'économie américaine tient notamment à la santé financière des ménages, dont le patrimoine net global a progressé de près de 60 000 milliards de dollars par rapport à la période pré-Covid, même s'il existe des poches de faiblesse, concentrées sur le segment des ménages à faible revenu. L'essor de l'IA a joué également un rôle-clé, portant la vigueur de l'investissement.

Par ailleurs, l'impact inflationniste des droits de douane a pour le moment été plus contenu que prévu. L'inflation a terminé l'année à 2,7% et reste toujours significativement supérieure de la cible de la Fed. Le marché du travail est assez mitigé, avec des signes manifestes de ralentissement depuis l'été, notamment la décroissance marquée des créations d'emplois. La politique migratoire restrictive contient toutefois la progression du taux de chômage (4,4% fin 2025). C'est cet affaiblissement de l'emploi qui a guidé la politique monétaire de la Fed, davantage que la résistance de l'inflation : après neuf mois de statu quo, la Fed a opéré trois baisses de 25 points de base (pdb) chacune de ses taux directeurs lors des trois dernières réunions de politique monétaire de 2025, portant la borne haute des fed funds à 3,75% en fin d'année.

En Chine, l'année 2025 a été marquée par la guerre commerciale avec les Etats-Unis, qui s'est conclue en novembre par un accord fragile d'un an, englobant les tarifs douaniers et les terres rares. La cible des 5% de croissance devrait une nouvelle fois être atteinte, malgré la décélération de l'activité observée au second semestre. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par la faiblesse de la consommation privée et par la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Les ventes au détail continuent de progresser à un rythme nettement inférieur à celui de l'activité, et posent toujours la question de la pérennisation d'un modèle de croissance sans dynamique interne, reposant essentiellement sur le commerce extérieur. Celui-ci a atteint des niveaux records en 2025, en dépit de la baisse des exportations vers les Etats-Unis, le pays ayant rapidement redirigé ses flux commerciaux vers d'autres partenaires en Asie, en Amérique latine ou en Europe.

Dans la zone euro, en miroir des évolutions états-uniennes, l'évolution trimestrielle du PIB a été marquée par les fluctuations des exportations vers les Etats-Unis. Celles-ci ont fortement augmenté au premier trimestre, en anticipation de la hausse des droits de douane, puis reculé ; mais le contrecoup a été sensiblement moins marqué que redouté et la croissance a surpris par sa résistance. Ainsi, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la bonne santé des agents privés et la résistance de la demande intérieure ont permis à la zone euro d'afficher une croissance en accélération, de l'ordre de 1,4% en 2025 après 0,8% en 2024. L'inflation a retrouvé sa cible (2% en décembre), laissant la BCE dans une position confortable pour maintenir ses taux inchangés depuis juin 2025 (taux de dépôt à 2%), après une baisse de 100 points de base sur le premier semestre.

En France, l'activité a ralenti en moyenne annuelle en 2025 (0,8% après 1,1% en 2024), mais elle sera restée particulièrement résiliente, malgré un contexte politique toujours instable. Le ralentissement de l'activité provient surtout du commerce extérieur, qui, après l'avoir soutenue les deux années précédentes, pèse sur la croissance à hauteur de 0,6 point en 2025 (après une contribution de +1,3 point en 2024), en raison d'un ralentissement des exportations et d'un rebond des importations. En outre, malgré un moindre recul de l'investissement par rapport à 2024 (-0,2%, après -1,3%), la demande intérieure finale hors stocks est freinée par le net ralentissement de la consommation des ménages (+0,3% après +1,0%), en dépit de la hausse du pouvoir d'achat. Les comportements de précaution des ménages persistent et le taux d'épargne est resté supérieur à 18%, un niveau historiquement élevé. Les dépenses de consommation des administrations publiques restent, quant à elles, relativement dynamiques. Seule la contribution des variations de stocks s'est redressée. L'inflation a diminué de nouveau en 2025, à 0,9% (au sens de l'indice des prix à la consommation), après 2,0% en 2024. C'est l'une des plus faibles de la zone euro. Le taux de chômage est légèrement remonté (7,6% en moyenne en 2025) mais reste loin des niveaux atteints durant la décennie 2010 (9,6% en moyenne).

En Italie, malgré un contexte international difficile, l'économie s'est montrée résiliente. La croissance est néanmoins restée modérée à 0,5% en moyenne en 2025, malgré une nette reprise de l'investissement. L'année est marquée par la forte volatilité du commerce extérieur – du fait de la politique tarifaire américaine – auquel le

secteur exportateur italien reste particulièrement exposé (10% du total des exportations). Si pour le moment, les effets de "front loading" en anticipation des barrières tarifaires américaines ont porté les exportations, ils ont également favorisé une forte croissance des importations ainsi que des effets de déstockage importants, brouillant la lecture des dynamiques économiques sur l'année. L'emploi a continué de croître, favorisant une baisse du taux de chômage, passé sous la barre des 6% en novembre. Si le revenu disponible des ménages s'est redressé, la consommation des ménages n'a pas été au rendez-vous, toujours pénalisée par les comportements d'épargne de précaution.

Des marches peu sensibles aux inquiétudes internationales

Les différences de temporalité des politiques monétaires de la Fed et de la BCE, ainsi qu'une activité en ralentissement aux Etats-Unis et plutôt en accélération en zone euro, ont conduit à une claire divergence dans l'évolution des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique en 2025.

Aux Etats-Unis, la période du Liberation Day a conduit à une certaine défiance vis-à-vis des actifs américains et un rebond des taux d'intérêt au printemps, prolongé au début de l'été par les perspectives de largesses budgétaires actées par le One Big Beautiful Bill Act de juillet. Toutefois, la tendance sur l'année a été globalement celle d'un net recul des taux d'intérêt à mesure que le ralentissement du marché du travail se concrétisait et que les perspectives d'assouplissement de la politique monétaire se précisaient : les taux souverains à deux ans (US Treasuries) ont perdu 76 pdb, terminant l'année à 3,5%, et les taux à dix ans ont baissé de 43 points de base à 4,14%, soit une nouvelle pentification de la courbe des taux.

En zone euro, la pentification de la courbe a été encore plus nette, mais s'est opérée via une hausse des taux longs (+61 pdb pour le Bund à 10 ans, à 3% en fin d'année), en partie portée par les annonces budgétaires allemandes, alors que les taux courts étaient stables (à 2,1%). Parallèlement, les spreads souverains se sont réduits, en particulier l'écart du BTP italien à 10 ans vis-à-vis du Bund a diminué de 51 points de base, le taux italien à 10 ans étant resté stable sur l'année ; à 66 pdb le spread italien est tombé légèrement en deçà du spread français qui, à 71 points de base en fin d'année, n'a perdu que 12 points de base, pâtissant de la dégradation des perspectives en matière de trajectoire budgétaire. L'euro a bénéficié de la réduction des écarts entre les rendements américains et européens : il gagne 13,4% en 2025 pour terminer à 1,17 face au dollar.

A rebours des incertitudes et des inquiétudes qui dominent le climat international, les investisseurs en actions sont restés très optimistes, pariant toujours sur les performances des secteurs technologiques et de l'IA, et portés également par les perspectives de croissance des industries de la défense. Malgré une forte volatilité, et notamment une chute marquée au mois d'avril des indices boursiers, le S&P 500 et l'Euro Stoxx 50 ont de nouveau battu des records ; ils ont gagné respectivement 16,4% et 18,3% sur l'année, quand le CAC 40 progressait de « seulement » 10,4%, pénalisé par les incertitudes politiques.

Seuls les prix des métaux précieux traduisent les fortes inquiétudes qui planent sur les évolutions géopolitiques de la planète. Le prix de l'or a connu une progression fulgurante sur 2025, de plus de 64%.

Perspectives 2026

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire, contrepoids à l'adversité

Dans un contexte d'incertitude géopolitique persistante, mais de dissipation du brouillard commercial américain, les rythmes de croissance devraient se maintenir, voire se redresser en 2026. Les actions budgétaires contribueront à cette résistance avec, notamment, la baisse des impôts aux États-Unis et, dans la zone euro, les dépenses liées, d'une part, au plan NGEU et, d'autre part, à la relance allemande.

Aux États-Unis, la croissance en 2025 a ralenti mais a bien résisté malgré l'incertitude et notre scénario envisage une légère accélération à 2,1% en 2026, en raison de décisions politiques et économiques supposées plus favorables. Celles-ci renvoient au second volet des mesures de l'administration Trump, qui se déploient selon le tempo suivant : mesures préjudiciables à court terme à la croissance prises rapidement, car relevant des prérogatives du président, puis, dans un second temps, stimuli budgétaires. En 2026, la politique budgétaire devrait ainsi commencer à produire ses effets et l'incertitude, notamment sur le front commercial, s'estomper sans disparaître. En revanche, la stratégie économique, et tout particulièrement les droits de douane, continueront de nourrir les pressions inflationnistes. L'inflation globale atterrirait ainsi à 2,7% et l'inflation sous-jacente à près de 2,8% d'ici à fin 2026.

En Chine, l'année 2026 sera rythmée par la publication du quinzième plan quinquennal qui fixera les objectifs et les priorités sectorielles chinoises pour les cinq prochaines années. Sans surprise, l'innovation et le développement industriel dans les nouvelles technologies devraient continuer à être au cœur du modèle chinois, malgré les déséquilibres croissants entre investissement et consommation. Les autorités pourraient choisir de maintenir une cible de croissance autour de 5% en 2026 ; notre scénario anticipe plutôt une légère décélération de la croissance à 4,7%, en ligne avec les tendances récentes. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par l'absence de confiance des ménages, la faiblesse de la consommation privée et la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Bien que les autorités affirment la nécessité de rééquilibrer la croissance en faveur de la demande domestique, les exportations resteront indispensables.

En zone euro, la résistance de la demande intérieure permet de faire face à un environnement adverse. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Notre scénario maintient donc son cap : celui d'une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement, surtout public, dont une contribution significative provient du plan de dépenses allemand. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2% en 2026, une résistance qui fait face cependant à quelques risques : la concurrence accrue des produits asiatiques sur les marchés mondiaux et domestiques pénalise la compétitivité des entreprises européennes et risque de peser sur les évolutions sectorielles. Les ralentissements des secteurs peuvent se propager de façon séquentielle : sans provoquer immédiatement une « dépression » généralisée, ils peuvent, au fil du temps, susciter un ralentissement économique étendu. Enfin, les taux d'inflation totale et sous-jacente (vers 1,8% fin 2026) resteraient inférieurs à la cible de 2%.

En France, l'activité accélérerait en 2026. Les facteurs de soutien (hausse des dépenses en défense dans l'Union européenne, « bazooka » budgétaire allemand mais aussi redémarrage de l'investissement domestique) l'emporteraient en effet sur les freins (hausse des droits de douane américains, notamment). L'instabilité politique ne pèserait plus particulièrement sur la croissance ; l'ajustement budgétaire serait limité, avec une réduction du déficit public sous 3% du PIB et une stabilisation du ratio de dette de facto retardés.

En Italie, la croissance resterait limitée à 0,5% en 2026, au même niveau qu'en 2025. Les ménages maintiennent une épargne élevée, tandis que les entreprises affichent des marges réduites et une compétitivité-prix incomplètement restaurée. L'économie reste vulnérable aux chocs tarifaires américains. Si la désinflation et l'amélioration des conditions financières stabilisent l'activité, elles n'enclenchent pas de véritable dynamique de rattrapage. La consommation des ménages et l'investissement productif devraient amortir le ralentissement grâce à quelques mesures de soutien prévues en 2026, bien que les marges de manœuvre budgétaires restent limitées.

En termes de politique monétaire, aux États-Unis, résistance de l'inflation et ralentissement supplémentaire contenu du marché du travail justifient de toujours privilégier l'option « ligne dure » de la Fed. Celle-ci devrait marquer une pause jusqu'au début de 2027, conservant la borne haute du taux des fed funds à 3,75%, avant de les réduire. Ces perspectives restent plus prudentes que celles du marché qui, prolongeant sa tendance à l'excès d'optimisme, prévoit un taux légèrement supérieur à 3% vers la fin de l'année 2026. Les risques entourant notre scénario sont plutôt baissiers avec, notamment, des pressions politiques et l'arrivée imminente d'un nouveau président à la Fed. Dans la zone euro, une inflation à la cible et la résistance anticipée de la croissance ne devraient pas inciter la BCE à assouplir davantage sa politique monétaire en 2026 ; elle maintiendrait également ses taux directeurs sur 2026 jusqu'au printemps 2027 avant vraisemblablement de les rehausser face à la solidité de la croissance.

Les taux d'intérêt devraient, en 2026, tant aux États-Unis qu'en zone euro, être soumis à des pressions haussières modérées, que justifient des rythmes de croissance décents et des stimuli budgétaires. En revanche, les mouvements divergents de politique monétaire anticipés pour 2027 (léger assouplissement pour la Fed, resserrement pour la BCE) justifient des déformations différentes des courbes de taux d'intérêt : pentification aux États-Unis et aplatissement dans la zone euro.

Alors que, pour 2026, aux États-Unis, le marché table sur un assouplissement de près de 50 points de base du taux des fed funds, la pause dans l'assouplissement monétaire que suppose notre scénario en 2026 milite en faveur d'une légère hausse du taux d'intérêt à deux ans, dont la baisse récente reflète les attentes de détente monétaire un peu trop optimistes du marché. Notre scénario anticipe un taux à deux ans avoisinant 3,70% fin 2026. Poussé par une croissance légèrement plus soutenue en 2026 et par un besoin de financement public toujours élevé, notre scénario table sur un taux à dix ans à 4,50% fin 2026.

En zone euro, la perspective d'un resserrement monétaire en 2027 devrait se traduire par une remontée des taux d'intérêt. Par rapport à décembre 2025, notre scénario retient en 2026 une hausse de 20 pdb du taux à deux ans. L'augmentation de l'offre de dette allemande conduit à inscrire un très léger redressement du rendement à dix ans. Le resserrement des conditions financières serait moins propice aux émetteurs plus risqués (émetteurs de la périphérie dont France et Italie).

Pour finir, le dollar devrait, en 2026, bénéficier des écarts de rendements, alors qu'il est peu probable que l'euro soit en mesure de profiter des spéculations autour du statut de monnaie de réserve de la devise américaine.

Annexe 1 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle T4-25 et T4-24

	T4-25							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 774	1 023	1 023	2 107	908	2 152	(1 015)	9 971
Charges d'exploitation	(2 598)	(664)	(658)	(979)	(470)	(1 309)	761	(5 917)
Résultat brut d'exploitation	1 176	359	365	1 128	437	844	(254)	4 054
Coût du risque	(379)	(132)	(121)	(12)	(313)	(96)	44	(1 009)
Sociétés mises en équivalence	11	-	-	64	(99)	7	(586)	(603)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	(0)	0	(0)	(4)	(1)	(10)	(19)
Résultat avant impôt	804	227	244	1 179	21	754	(806)	2 424
Impôts	(232)	(70)	(42)	(258)	(21)	(105)	112	(616)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	-	(0)
Résultat net	572	157	203	921	0	649	(694)	1 807
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(25)	(121)	(28)	1	1	(173)
Résultat net part du Groupe	571	157	177	800	(27)	650	(693)	1 634

	T4-24							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 276	960	993	2 037	915	2 108	(472)	9 817
Charges d'exploitation	(2 503)	(647)	(588)	(930)	(447)	(1 298)	549	(5 863)
Résultat brut d'exploitation	773	313	405	1 107	468	810	77	3 954
Coût du risque	(263)	(78)	(97)	(11)	(306)	(93)	(19)	(867)
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	29	43	7	-	80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	0	(0)	(9)	(1)	(10)	(20)
Résultat avant impôt	513	236	308	1 125	196	724	48	3 150
Impôts	(110)	(44)	(100)	(313)	(49)	(166)	(2)	(784)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	404	192	207	813	147	557	46	2 366
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(31)	(117)	(24)	(34)	(11)	(217)
Résultat net part du Groupe	403	192	177	696	124	523	35	2 149

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle l'année 2025 et 2024

	12M-25							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 912	3 945	4 122	7 968	3 540	8 882	(2 810)	39 558
Charges d'exploitation	(10 252)	(2 524)	(2 258)	(3 747)	(1 830)	(5 171)	2 213	(23 568)
Résultat brut d'exploitation	3 660	1 421	1 864	4 220	1 710	3 711	(597)	15 990
Coût du risque	(1 471)	(410)	(327)	(38)	(1 076)	(127)	(3)	(3 452)
Sociétés mises en équivalence	17	-	-	201	(85)	29	(586)	(423)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	4	0	448	(3)	(1)	(10)	437
Résultat avant impôt	2 205	1 015	1 538	4 831	547	3 612	(1 196)	12 552
Impôts	(659)	(321)	(435)	(1 044)	(123)	(827)	391	(3 018)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	1 546	694	1 103	3 787	424	2 785	(805)	9 535
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(147)	(552)	(92)	1	11	(781)
Résultat net part du Groupe	1 545	693	956	3 235	333	2 786	(795)	8 754

	12M-24							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 110	3 872	4 153	7 633	3 520	8 652	(2 879)	38 060
Charges d'exploitation	(9 956)	(2 448)	(2 225)	(3 365)	(1 780)	(5 039)	2 084	(22 729)
Résultat brut d'exploitation	3 155	1 424	1 928	4 268	1 740	3 613	(795)	15 332
Coût du risque	(1 319)	(373)	(316)	(29)	(958)	(117)	(79)	(3 191)
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	123	125	27	-	283
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	5	0	(23)	(12)	1	(13)	(39)
Résultat avant impôt	1 849	1 056	1 612	4 339	895	3 523	(887)	12 388
Impôts	(423)	(229)	(536)	(970)	(187)	(883)	341	(2 888)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	1 425	827	1 076	3 369	708	2 641	(546)	9 500
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(160)	(481)	(82)	(139)	4	(860)
Résultat net part du Groupe	1 423	827	916	2 889	625	2 502	(542)	8 640

Annexe 2 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-25 et T4-24

En m€	T4-25						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	2 105	2 152	908	1 023	998	(220)	6 966
Charges d'exploitation	(979)	(1 309)	(470)	(664)	(636)	(41)	(4 100)
Résultat brut d'exploitation	1 127	843	437	359	361	(261)	2 867
Coût du risque	(12)	(96)	(313)	(132)	(128)	53	(629)
Sociétés mises en équivalence	64	7	(99)	-	-	(605)	(633)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(1)	(4)	(0)	0	(0)	(5)
Résultat avant impôt	1 178	754	21	227	234	(814)	1 599
Impôts	(258)	(105)	(21)	(70)	(40)	118	(376)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	(0)	-	(0)
Résultat net	920	649	0	157	194	(696)	1 223
Intérêts minoritaires	(127)	(11)	(28)	(7)	(34)	9	(199)
Résultat net part du Groupe	792	638	(27)	150	160	(688)	1 025

En m€	T4-24						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	2 045	2 108	915	960	969	95	7 092
Charges d'exploitation	(930)	(1 298)	(447)	(647)	(568)	(28)	(3 917)
Résultat brut d'exploitation	1 116	810	468	313	401	67	3 175
Coût du risque	(11)	(93)	(306)	(78)	(100)	(6)	(594)
Sociétés mises en équivalence	29	7	43	-	-	(17)	62
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(1)	(9)	1	0	(0)	(9)
Résultat avant impôt	1 133	723	196	236	302	44	2 634
Impôts	(315)	(166)	(49)	(44)	(101)	(7)	(681)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	819	557	147	192	201	37	1 953
Intérêts minoritaires	(124)	(45)	(24)	(9)	(43)	(19)	(264)
Résultat net part du Groupe	695	512	124	183	158	18	1 689

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle de l'année 2025 et 2024

En m€	12M-25						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	8 000	8 883	3 540	3 945	4 027	(315)	28 079
Charges d'exploitation	(3 747)	(5 171)	(1 829)	(2 524)	(2 175)	(181)	(15 628)
Résultat brut d'exploitation	4 253	3 712	1 710	1 421	1 852	(496)	12 451
Coût du risque	(38)	(127)	(1 076)	(410)	(332)	10	(1 973)
Sociétés mises en équivalence	201	29	(85)	-	-	(673)	(527)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	451	(1)	(3)	4	0	(0)	452
Résultat avant impôt	4 867	3 613	547	1 015	1 520	(1 160)	10 402
Impôts	(1 052)	(827)	(123)	(321)	(431)	405	(2 349)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	0	-	0
Résultat net	3 815	2 786	424	694	1 089	(755)	8 053
Intérêts minoritaires	(583)	(51)	(92)	(31)	(213)	(9)	(979)
Résultat net part du Groupe	3 232	2 735	333	663	876	(764)	7 074

En m€	12M-24						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	7 648	8 651	3 520	3 872	4 059	(570)	27 181
Charges d'exploitation	(3 365)	(5 039)	(1 780)	(2 448)	(2 148)	(116)	(14 895)
Résultat brut d'exploitation	4 284	3 612	1 740	1 424	1 911	(685)	12 286
Coût du risque	(29)	(117)	(958)	(373)	(313)	(59)	(1 850)
Sociétés mises en équivalence	123	27	125	-	-	(82)	194
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(23)	1	(12)	5	0	23	(4)
Résultat avant impôt	4 355	3 523	895	1 056	1 599	(803)	10 625
Impôts	(973)	(883)	(187)	(229)	(535)	336	(2 472)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	3 381	2 640	708	827	1 063	(466)	8 153
Intérêts minoritaires	(506)	(192)	(82)	(37)	(227)	(22)	(1 067)
Résultat net part du Groupe	2 875	2 448	625	790	836	(488)	7 087

Annexe 3 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

(en m€)	T4-25	T4-24	12M-25	12M-24
Résultat net part du Groupe	1 025	1 689	7 074	7 087
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(148)	(112)	(556)	(463)
- Impact change sur AT1 remboursé	24	-	80	(266)
RNPG attribuable aux actions ordinaires [A]	901	1 577	6 598	6 358
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m) [B]	3 025	3 025	3 027	3 015
Résultat net par action [A]/[B]	0,30 €	0,52 €	2,18 €	2,11 €

(en m€)	31/12/25	31/12/24
Capitaux propres - part du Groupe	77 662	74 710
- Emissions AT1	(8 143)	(7 218)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	2 995	1 969
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(3 419)	(3 327)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]	69 095	66 134
- Écarts d'acquisition & incorporels - part du Groupe	(19 321)	(17 851)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]	49 774	48 282
Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m) [F]	3 026	3 025
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]	22,8 €	21,9 €
+ Dividende à verser (€) [H]	1,13 €	1,10 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	24,0 €	23,0 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]	16,5 €	16,0 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)	12M-25	12M-24
Résultat net part du Groupe [K]	7 074	7 087
RNPG annualisé [N]	7 074	7 087
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisés [O]	-476	-729
Résultat ajusté [P] = [N]+[O]	6 598	6 358
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. (1) [J]	49 028	47 027
ROTE (%) = [P] / [J]	13,5%	13,5% (2)

(1) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2024 et 31/12/2025 (ligne [E]). Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, de l'ensemble des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution de dividende sur le résultat en cours.

(2) ROTE calculé sur la base de capitaux propres tangibles retraités de l'ensemble des réserves latentes

Indicateurs Alternatifs de Performance⁵⁶

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

⁵⁶ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles, elle rapporte le RNPG annualisé, hors dépréciation d'immobilisation incorporelles et écart d'acquisition et nets des coupons AT1, aux Capitaux propres moyens part du Groupe retraités des intangibles, des réserves latentes, du stock de dettes AT1 et du projet de distribution en N+1.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2025 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site : <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de 12 mois close au 31 décembre 2025 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2024 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2024 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 31 décembre 2025, Banco BPM est consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

Agenda financier

30 avril 2026	Publication des résultats du premier trimestre 2026
20 mai 2026	Assemblée générale à Saint-Brieuc
26 mai 2026	<i>Workshop</i> LCL
26 mai 2026	Détachement du dividende
28 mai 2026	Païement du dividende
31 juillet 2026	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2026
13 octobre 2026	Détachement du dividende intérimaire
15 octobre 2026	Païement du dividende intérimaire
30 octobre 2026	Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2026

Contacts

CONTACTS PRESSE CRÉDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Investisseurs institutionnels		investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (n° vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com

Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr
---------------	--------------------	--

Relations investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+ 33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr

Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr
Yury Romanov	+ 33 1 43 23 86 84	yury.romanov@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa